



PANORAMA DE PRESSE

01/04/2020 09h35

CGT

SOMMAIRE

SYNDICALISME (2 articles)

Les Echos

mercredi 1^{er} avril 2020

Enfants de soignants : un accueil sans garantie sanitaire

(963 mots)

Page 6

Quand elle rentre chez elle, Carole, enseignante volontaire dans une école du centre de la France qui accueille des enfants de soig...

LA TRIBUNE

mercredi 1^{er} avril 2020

Coronavirus: la CGT porte plainte contre Carrefour et Muriel Pénicaud (432 mots)

La plainte contre Carrefour concerne un magasin de Saint-Denis où une salariée est décédée des suites du Covid-19, alors qu...

Page 8

ACTUALITÉ SOCIALE (11 articles)

L'Humanité

mercredi 1^{er} avril 2020

Assignés à résidence chez Airbus ? (325 mots)

En ces temps de pandémie, les syndicalistes d'Airbus dénoncent une assignation à domicile par la direction du groupe. ...

Page 10

L'Humanité

mercredi 1^{er} avril 2020

Vers une aggravation des inégalités ? (1/2) (880 mots)

...

Page 11

L'Humanité

mercredi 1^{er} avril 2020

« La difficulté, c'est la formation des soignants » (426 mots)

Alors que les services de réanimation doivent fortement augmenter leurs capacités d'accueil, les hôpitaux s'adaptent. Entre...

Page 13

L'Humanité

mercredi 1^{er} avril 2020

Laurent Nguyen, secrétaire régional Vigimi CRS, explique les risques courus par les policiers et les raisons de leur colère

(589 mots)

Page 14

Laurent Nguyen, secrétaire régional Vigimi CRS, explique les risques courus par les policiers et les raisons de leur colère...

Le Monde

mercredi 1^{er} avril 2020

En Ehpad, la vie et la mort au jour le jour (5651 mots)

« Vous seriez en droit de m'engueuler » Mardi 17 mars. Le couple s'est ...

Page 15

mercredi 1^{er} avril 2020**La difficile reprise des chantiers** (620 mots)

Par Erwan Benezet Relancer l'activité du BTP en plein confinement alors que les mesures...

Page 23

mercredi 1^{er} avril 2020**Des réfugiés au secours des récoltes des maraîchers** (836 mots)

Seine-et-Marne Par Faustine Léo @faustineleo Une cinquantai...

Page 25

mercredi 1^{er} avril 2020**« On fait de la médecine de brousse »** (664 mots)

Val-de-Marne Par Corinne Nèves Les soignants et autres salariés actifs dans les hôpitaux du...

Page 27

mercredi 1^{er} avril 2020**L'État tente de se mobiliser contre les violences conjugales, en hausse** (760 mots)

Un fonds de un million d'euros a été débloqué pour aider les associations, selon Marlène Schiappa. ...

Page 29

mercredi 1^{er} avril 2020**Des médecins formés en urgence aux soins infirmiers** (1130 mots)

« CE DONT nous manquons le plus sur le terrain, c'est de bras, raconte Hadrien Scheibert, qui dirige la plateforme gérant l...

Page 30

mercredi 1^{er} avril 2020**Ne pas interrompre les soins pour les malades psychiques**

(1106 mots)

ALORS que nous entrons dans la troisième semaine de confinement, la période est particulièrement difficile pour les personn...

Page 32

EUROPE ET INTERNATIONAL

(7 articles)

mercredi 1^{er} avril 2020**L'Afrique en première ligne face au coronavirus** (933 mots)

Tests inaccessibles, systèmes de santé défaillants, mesures de confinement impossibles à appliquer : en dépit des faibles ...

Page 35

mercredi 1^{er} avril 2020**Pour Rony Brauman, ancien président de Médecins sans frontières, la crise sanitaire liée au coronavirus va jeter une lumière crue sur les inégalités sociales qui ravagent le continent africain** (594 mots)

Pour Rony Brauman, ancien président de Médecins sans frontières, la crise sanitaire liée au coronavirus va jeter une lumièr...

Page 37

mercredi 1^{er} avril 2020**Lisbonne protège les sans-papiers** (400 mots)

Éviter la clandestinité et la propagation du virus C'est également pour des raisons pratiques que cette mesur...

Page 38

L'Humanitémercredi 1^{er} avril 2020**L'Afrique du Sud se mobilise** (440 mots)

Le pays est confiné. Un fonds de solidarité a été créé par le gouvernement en complément de l'aide publique. ...

Page 39

L'Humanitémercredi 1^{er} avril 2020**L'aide aux pays pauvres, mais encore ?** (587 mots)

Les États pauvres subissent d'ores et déjà de plein fouet la récession mondiale qui s'amorce dans le contexte de la pandémie...

Page 40

Les Echosmercredi 1^{er} avril 2020**Chômage et inquiétude explosent au nord de l'Europe** (546 mots)

Les nuages les plus sombres s'accumulent en Europe du Nord. Les cris d'alarme se multiplient dans cette région généralement prospère...

Page 41

LE FIGAROmercredi 1^{er} avril 2020**L'Espagne met en place un « superconfinement »** (722 mots)

Le gouvernement Sanchez n'autorise plus désormais que les salariés des activités jugées essentielles à se rendre au travail...

Page 42

SYNDICALISME



EVENEMENT

Enfants de soignants : un accueil sans garantie sanitaire

Les syndicats d'enseignants réclament avec insistance des masques pour les volontaires qui assurent l'accueil des enfants de soignants dans les écoles.

Quand elle rentre chez elle, Carole, enseignante volontaire dans une école du centre de la France qui accueille des enfants de soignants, lave tous ses vêtements, « chaussures comprises », « à 60 degrés », et se « douche entièrement » avant de retrouver sa famille. Ses enfants sont « désespérés » de la voir assurer cet accueil sans masque, alors que certaines de ses collègues ont « tous les symptômes du coronavirus ». « C'est moi qui ai pris la décision, mais ce n'est pas facile avec le reste de la famille », glisse-t-elle.

Dans une lettre du 23 mars au ministre de l'Education, Jean-Michel Blanquer, tous les syndicats d'enseignants ont « exigé » que des masques soient à disposition dans les pôles d'accueil. Selon Matignon, 10.000 enseignants se sont portés volontaires pour accueillir les enfants de soignants pendant la pandémie et la fermeture de toutes les écoles. Dans l'entourage de Jean-Michel Blanquer, on parle d'un « vivier de 20.000 volontaires, pour 25.000 élèves ».

« Les personnels qui sont à l'arrière-front doivent bénéficier en priorité de ces protections, cela devient une urgence sanitaire », insiste Bruno Chirouse, secrétaire départemental de la FSU du Loiret. L'école du bourg, à Pannes, près de Montargis (Loiret), a été la première à fermer ses portes pour cause de suspicion de coronavirus parmi les volontaires. « D'autres écoles sont parfois fermées pour quarante-huit heures avant de rouvrir,

ajoute-t-il. Les cas tombent et d'autres vont arriver au fur et à mesure. »

« Accident de service »

« Comme expliqué par le ministère de la Santé, les masques sont inutiles dans ce contexte », indique le site du ministère de l'Education. « Quand on pousse la discussion, on finit par nous dire que c'est parce qu'il n'y en a pas », déplore Stéphane Ricordeau, secrétaire départemental de la FSU de Loir-et-Cher. « Il y a une méconnaissance de ce qu'est un enfant de maternelle qui éternue, se colle à nous, qu'il faut aider à se relever quand il tombe », renchérit Bruno Chirouse.

« Une fois qu'on aura un nombre de masques suffisant, on peut penser qu'il y aura une évolution du positionnement des agences régionales de santé et du ministère de l'Education », espère Gilles Langlois, du SE-Unsa.

A Paris, qui a ouvert des points d'accueil dans 68 écoles (722 enfants) et 10 collèges (19 collégiens), les enseignants volontaires ont reçu des masques. « Nous avons souhaité généraliser le port des masques, après en avoir distribué 1 million à l'AP-HP », affirme Patrick Bloche, adjoint au maire chargé de l'éducation. « Au début, la plupart des enseignants ne [les] mettaient pas, mais c'est en train de changer », indique Guillaume Robequain, directeur

d'école dans le 15e arrondissement. Son école dispose de 5 enseignants volontaires pour 21 enfants, séparés et espacés pour qu'ils ne soient pas plus de dix par classe. « On a des masques pour finir la semaine », dit-il.

« On a de quoi tenir huit semaines, assure Patrick Bloche. Et on n'a pas de tensions en termes d'effectifs, contrairement à d'autres secteurs. » Directeur d'école dans le 11e arrondissement, Hervé Lalle dit aussi avoir reçu « beaucoup plus de volontaires que nécessaire, parfois au-delà même de la circonscription ». Qu'en sera-t-il dans les semaines à venir ? « On sent qu'on va tenir le coup jusqu'aux vacances de Pâques, j'espère qu'on ne s'épuisera pas ensuite », indique Guillaume Robequain, alors que, dans les rectorats, on évoque un confinement qui pourrait durer jusqu'au 11 mai. « On a assez de professeurs volontaires même si certains devaient rester chez eux pour raisons de santé », assure-t-on dans l'entourage de Jean-Michel Blanquer.

Avec les vacances scolaires, qui approchent, la question de l'accueil se pose avec plus d'acuité encore. « Il faudra un attelage avec l'Education nationale », prévient Agnès Le Brun, vice-présidente de l'Association des maires de France et maire de Morlaix. A Paris, « le personnel de la Ville de Paris prendra le relais », indique Guillaume Robequain.

Ailleurs en France, la question des

masques se fait de plus en plus pressante. « Les enfants de personnels soignants ne sont pas assez protégés, déplore Agnès Le Brun. Franchement, on n'est pas fiers de ne pas pouvoir donner de masques. » Elle met en garde sur la pérennité du dispositif : « L'Education nationale tient le fil tant qu'il ne se brise pas, et les personnels municipaux peuvent très bien évoquer leur droit de retrait. » « Si les enseignants sont malades, on peut redouter une baisse du volontariat », prévient aussi Francette Popi-

neau, secrétaire générale du SNUipp-FSU, principal syndicat du premier degré. D'autant que le service d'accueil a été élargi aux personnels chargés de l'aide sociale à l'enfance. A Paris, il l'est aussi aux enfants de policiers et de sapeurs-pompiers. Localement, il est élargi à d'autres, à qui on dit parfois « oui, en douce », selon un élu.

En Allemagne, le très écouté Christian Drosten, virologue mondialement reconnu que consulte Angela

Merkel, a mis en garde contre le regroupement d'enfants qui serait « contre-productif ». Dans le Land de Berlin, chaque enfant de soignant est accueilli dans sa propre école. « On adapte la doctrine aux moyens dont on dispose, comme pour les masques », commente Agnès Le Brun.

Lire l'intégralité de l'article sur lesechos.fr/ ■

par Marie-Christine Corbier



Coronavirus: la CGT porte plainte contre Carrefour et Muriel Pénicaud

La plainte contre Carrefour concerne un magasin de Saint-Denis où une salariée est décédée des suites du Covid-19, alors que les mesures de protection n'étaient pas suffisantes, selon la CGT. Accusée d'"inaction", la ministre du Travail est poursuivie devant la Cour de justice de la République.

La CGT Commerce a annoncé avoir déposé plainte mardi contre Carrefour au tribunal judiciaire de Bobigny et contre la ministre du Travail Muriel Pénicaud devant la Cour de justice de la République, estimant que les salariés de la distribution manquaient de protection face au coronavirus.

La fédération porte plainte contre la société Carrefour Hypermarchés pour "atteinte involontaire à la vie" et "mise en danger de la vie d'autrui" dans le magasin de Saint-Denis, où une salariée et déléguée syndicale CGT, Aïcha Issadouene, est décédée des suites du Covid-19 le 26 mars, selon le courrier adressé à la juridiction et consulté par l'AFP. La CGT fait valoir que les vitres en plexiglas protégeant les caissières n'ont été mises en place que le 20 mars dans cet établissement, que le personnel n'a pas reçu de masques et que tous les rayons sont ouverts au public, et non les seuls rayons correspondants à des achats de première nécessité.

D'autre part, le syndicat poursuit devant la commission des requêtes de

la Cour de justice de la République la ministre du Travail Muriel Pénicaud, accusée d'"inaction" face aux "manquements des employeurs du secteur de la distribution et de la grande distribution".

« La ministre n'a "jamais entendu intervenir avec son administration de manière efficace pour que la santé et la sécurité des salariés soit assurée", selon le courrier envoyé à la Cour. »

Cinq décès recensés à ce jour

Le syndicat s'appuie sur l'article 223-6 du Code pénal, qui dit:

« Quiconque pouvant empêcher par son action immédiate, sans risque pour lui ou pour les tiers, soit un crime, soit un délit contre l'intégrité corporelle de la personne s'abstient volontairement de le faire est puni de 5 ans d'emprisonnement de 75.000 euros d'amende". »

La CGT cite également l'article 223-7:

« Quiconque s'abstient volontairement de prendre ou de provoquer les mesures

permettant sans risque pour lui ou pour les tiers, de combattre un sinistre de nature à créer un danger pour la sécurité des personnes est puni de 2 ans d'emprisonnement et de 30.000 euros d'amende". »

Selon le syndicat, "les salariés de nos secteurs paient le prix fort de l'inaction du gouvernement et du patronat, cinq décès recensés à ce jour, plusieurs centaines de salariés contaminés, dont certains dans des situations critiques". ■



La CGT fait valoir que les vitres en plexiglas protégeant les caissières n'ont été mises en place que le 20 mars dans l'établissement de Carrefour visé, que le personnel n'a pas reçu de masques et que tous les rayons sont ouverts au public, et non les seuls rayons correspondants à des achats de première nécessité.

par Afp



ACTUALITÉ SOCIALE



SOCIAL-ECO

Assignés à résidence chez Airbus ?

En ces temps de pandémie, les syndicalistes d'Airbus dénoncent une assignation à domicile par la direction du groupe.

C'est le cas, par exemple, pour Guillaume Delaine, secrétaire de la CGT sur le site de Méaulte (Somme), qui construit les nez d'avions Airbus : « Seuls les élus des commissions santé, sécurité et conditions de travail ont le droit de se rendre sur le site, explique-t-il. Tous les autres représentants syndicaux sont priés de rester chez eux. On a encore demandé hier après-midi nos dérogations. Ils nous répondent que les règles sanitaires sont prises pour éviter la propagation de la maladie, et que nous devons rester chez nous. »

Le syndicaliste n'entend pas l'argument sanitaire, dans la mesure où la direction a relancé une bonne partie de la production, obligeant plusieurs centaines de salariés à se déplacer tous les jours : ce n'est pas la venue d'une poignée de syndicalistes supplémentaires qui changerait la donne.

« Je pense que ça arrange bien la direction de nous tenir éloignés, assure-t-il. Cela nous empêche de poser les questions qui les embêtent, notamment sur les conditions de travail

en cette période de pandémie. Nous n'avons pas assez de masques, par exemple. Par ailleurs, il me semble impossible de respecter les règles de distanciation sociale, étant donné la promiscuité des potes : quand on doit travailler à plusieurs dans un tronçon d'avion, personne n'est à l'abri de la contamination. » Selon nos informations, l'inspection du travail a été saisie du dossier. La direction du groupe ne nous a pas répondu. ■

par Cyprien Boganda,





EN DÉBAT

Vers une aggravation des inégalités ? (1/2)

Infirmières, aides-soignantes, aides à domicile, caissières, assistantes maternelles, personnel de nettoyage... les héros en première ligne face au coronavirus sont majoritairement des héroïnes, à qui l'on demande, tels les ouvriers de Tchernobyl, de monter au front avec des protections dérisoires. Ces professions, féminisées, se sont construites autour des compétences présumées naturelles des femmes, et sont donc moins bien rémunérées, sous prétexte qu'il ne s'agissait pas de « vrais métiers, de vraies qualifications ». Les femmes composent l'essentiel des personnels au contact direct des malades ou du public, elles courent donc davantage le risque d'être infectées. Mais, alors qu'elles assument toujours 73 % des tâches ménagères, elles sont aussi les premières affectées par la fermeture des crèches et des écoles.

La décision du gouvernement de conditionner l'arrêt maladie pour prise en charge des enfants relève d'une énorme hypocrisie. Comment imaginer pouvoir télétravailler tout en prenant en charge ses enfants, a fortiori quand il faut leur faire la classe. C'est cette réalité que vivent les enseignant.e.s obligé.e.s de jongler entre les cours à assurer et le suivi de leurs enfants. Que dire de celles qui n'ont pas le capital culturel pour assurer ce métier, et qui sont témoins impuissantes du décrochage de leurs enfants ? Enfin, le confinement est aussi synonyme de violence, notamment pour les 230 000 femmes victimes chaque année en France de violences conjugales qui sont enfermées en tête à tête avec leur agresseur. Il se traduit aussi par un moindre accès

aux services sanitaires jugés secondaires, comme l'IVG par exemple ou l'accouchement, comme le démontrent les pics de mortalité maternelle et infantile observés suite au virus Ebola en Afrique. À l'image du programme du CNRS imaginé aux heures sombres de l'Occupation, c'est maintenant qu'il faut débattre de notre projet de société pour l'après-confinement. Pas question, que sitôt le retour à la normale, la hiérarchie « naturelle » reprenne ses droits, à l'image du renvoi violent des femmes au foyer en 1918 après qu'elles eurent joué un rôle déterminant dans l'effort de guerre. Réévaluer les priorités à l'aune des besoins humains doit conduire à revaloriser les métiers à prédominance féminine et à y investir massivement : prise en charge de nos ainé.e.s, des enfants, de notre santé, métiers du social, du relationnel et de l'éducation devraient être le premier objectif et indicateur de bien-être de nos sociétés. La stratégie du choc doit s'inverser. Cette fois-ci, il ne servira pas comme après 2008 à imposer austérité et casse des protections sociales. Cette crise a (encore) été causée par les politiques court-termistes du capital, imposons un changement de logiciel pour mettre le progrès technologique au service du progrès social et environnemental.

Renforcer les solidarités

Comme toutes les crises, celle liée au coronavirus va d'abord frapper les moins protégés. Être confinés à cinq dans un deux-pièces n'est pas la même chose que dans une maison. À l'école, les enfants prendront d'au-

tant moins de retard que leurs parents pourront prendre le relais des enseignants. L'effondrement de l'activité économique fait s'effondrer l'emploi. La montée du chômage frappe d'abord les salariés précaires. Il faudra des mois pour se relever du trou d'air.

Les conséquences sanitaires sont les plus lourdes. Certaines professions parmi les plus mal rémunérées de notre pays, comme les aides-soignantes ou les caissières, sont en première ligne. La situation des sans-abri et de tous ceux qui vivent dans des logements de fortune, dans des conditions de vie déjà dramatiques, est préoccupante.

Ne tombons pas pour autant dans le misérabilisme. Une partie des classes moyennes, comme les infirmières, ou des catégories supérieures, comme les médecins, prennent aussi d'énormes risques. Une partie des jeunes confinés dans de petits logements dans les grandes villes ne sont pas parmi les plus pauvres. Enfin, n'oublions pas que la première des inégalités face au virus est celle de l'âge, pas du niveau de vie.

Confiné ou pas, il faut réfléchir à l'avenir. Il faudra une montagne d'argent pour financer la prise en charge du chômage partiel et amortir le choc de la crise économique qui va suivre. Il faut se poser la question des services publics que nous voulons : vaut-il mieux supprimer la taxe d'habitation (20 milliards par an) ou investir dans nos écoles, nos hôpitaux, nos transports publics ou nos commissariats ? C'est aussi l'occasion

d'introduire une contribution progressive sur l'ensemble des revenus, destinée à amortir le choc de la crise et de nouveaux services collectifs modernes. Non pas seulement une nouvelle taxe qui cible les 1 % les plus riches, mais un effort généralisé, dont la part serait croissante en fonction des niveaux de vie.

L'après-coronavirus nous donne l'occasion de reconstruire de nouvelles solidarités, de mieux répondre aux besoins sociaux. Il ne faudra pas se limiter au domaine de la santé. On devra s'interroger sur ce qui nous relie et nous sépare. Se poser la question de la valorisation du travail de ceux qui servent les autres, de la caisse à l'hôpital en passant par les livraisons

ou les maisons de retraite. Se demander comment on a pu donner autant d'audience aux discours de haine contre une poignée de boucs émissaires (les étrangers en particulier). Nous devons fonder l'action publique non sur qui nous divise mais nous rassemble, autour d'un effort universellement partagé. ■





SOCIÉTÉ

« La difficulté, c'est la formation des soignants »

Alors que les services de réanimation doivent fortement augmenter leurs capacités d'accueil, les hôpitaux s'adaptent. Entretien avec le Pr Marc Leone.

Marc Leone On fait la chasse aux ventilateurs, au matériel d'anesthésie, aux masques FFP2. Les seringues et les blouses vont aussi être rapidement en tension. Les agences régionales de santé assument leurs responsabilités en mobilisant du matériel, mais on sait qu'on sera un peu limité au pic de la crise. Nous devons donc être ingénieux, réguler nous-mêmes. Ça veut dire limiter au maximum l'utilisation de ces matériaux quand c'est possible, privilégier d'autres méthodes, utiliser moins de seringues en regroupant les produits, tout cela sans nuire aux patients. Nous devons aussi réduire la consommation de certains médicaments qui pourraient être en rupture de stocks. C'est délicat mais aussi édifiant de voir comme le monde de l'hôpital est intelligent pour trouver des solutions.

Marc Leone Il faut mobiliser tous les médecins qui ont des compétences en réanimation. Nous avons la chance d'avoir aux blocs opératoires des réserves de gens qui sont aussi formés à la réanimation, ce qui aujourd'hui fait tourner une grande partie des services de réanimation en France. On a pu réquisitionner du personnel soignant aussi, qui s'est mobilisé de manière exceptionnelle. La difficulté réside plutôt dans la formation des soignants. Un infirmier de réanimation, avant d'entrer en poste, doit suivre une formation de 4 à 6 mois. Ceux qui arrivent aujourd'hui suivent une formation très accélérée, sur une semaine, avec trois jours de simulation puis trois jours d'encadrement sur le terrain. C'est inconfortable mais nécessaire.

Marc Leone Nous avons été touchés

récemment, on a donc pu prendre le temps de réorganiser les services afin d'ouvrir un maximum de lits. Notre capacité habituelle est d'une quarantaine de lits, nous en avons actuellement 65 et devrions rapidement atteindre la centaine en ouvrant trois unités supplémentaires et en réaffectant des salles de réveil à la réanimation Covid. Le but, c'est de faire exploser les capacités d'absorption normale de patients. Nous avons pu anticiper pour éviter la saturation, mais le pire reste à venir, puisque le pic pourrait arriver fin mai. À ce moment-là, nos capacités maximales risquent d'être atteintes et la seule solution sera le tri. ■

par Florent Le Du,





SOCIÉTÉ

Laurent Nguyen, secrétaire régional Vigimi CRS, explique les risques courus par les policiers et les raisons de leur colère

Laurent Nguyen, secrétaire régional Vigimi CRS, explique les risques courus par les policiers et les raisons de leur colère.

«Il y a parmi les CRS de l'incompréhension, de la frustration et de la colère. Nous sommes inquiets et nous avons besoin de protection. Nous voudrions que les collègues puissent exercer leur droit de retrait sans risquer de sanctions a posteriori. Les officiers qui nous encadrent doivent nous y aider. Selon le Code de déontologie, ils sont responsables de notre intégrité, physique et mentale.

Les risques démarrent dès notre prise de service. Aucune mesure de distanciation n'est possible dans nos locaux. Au mess, on est à 50 dans 100 mètres carrés ; et dans les véhicules à six dans 4 mètres carrés. Il y a une semaine, j'étais à Pendorly, le plus gros cantonnement de CRS de France. Il n'y avait rien. Pas de gel hydraulique, pas de masques, pas de mesure de distanciation sociale, pas des tests. Les premiers cas qui sont apparus ont été mis en quarantaine dans leur chambre, mais ils ont continué à circuler dans les couloirs. Ensuite, un étage a été dédié aux malades, mais des personnes saines y ont été maintenues. Les mises en quarantaine concernent parfois la personne malade et toute son équipe, parfois une seule personne, pour une durée qui peut aller d'un à quinze jours.

L'absence de masques est incompréhensible

Nous devrions porter en permanence au moins des masques chirurgicaux. Mais nous sommes censés ne les mettre que sur ordre. « Quand on contrôle des individus qui peuvent sembler symptomatiques », a précisé le secrétaire d'État à l'Intérieur, Laurent Nuñez. Mais nous ne sommes pas médecins. Comment savoir si une personne est porteuse ? Et puis, il y a les asymptomatiques. Le ministère nous dit qu'il suffit de respecter les gestes barrières. Mais quand on effectue un contrôle, on est bien obligé de s'approcher pour prendre les documents.

L'absence de masques est incompréhensible. Il est tout à fait normal que le personnel soignant, plus exposé, soit prioritaire. Mais qu'on soit obligé de leur donner nos stocks prouve bien qu'il y a pénurie. Le plus scandaleux, c'est qu'alors que les professionnels exposés n'ont toujours pas de masques, le gouvernement a adopté en catimini, le 20 mars, un décret qui mettait fin à la réquisition de ceux importés de l'étranger. Les entreprises ont donc désormais le droit d'importer des masques. L'État devrait garder le monopole de l'achat et de la distribution pour les répartir

entre les professions à risques, des caissières aux policiers. Au lieu de ça, il crée une mise en concurrence avec le privé dont nous, agents des services publics, pâtissons. Nous sommes la dernière roue du carrosse. Nos vies n'ont aucune valeur.

Autre point noir, l'absence, depuis le début de la crise, d'informations directes venues de notre hiérarchie. On a appris les règles du confinement dans les médias et découvert les attestations lors de nos premiers contrôles. Nous sommes perdus et ceux que nous contrôlons attendent que nous puissions leur expliquer les règles. On porte le respect de la parole gouvernementale sur nos épaules, mais c'est envers nous que s'exprime le mécontentement de nos concitoyens. C'est d'autant plus dur à supporter que nous sommes confrontés à des situations dramatiques. D'un côté, on dit à des migrants et des SDF de rentrer chez eux. De l'autre, on nous dit que le respect du confinement n'était pas une priorité en Seine-Saint-Denis. L'inhumanité de la société, ça fait longtemps qu'on la connaît. Mais là, on atteint des sommets. » ■

par Propos Recueillis Par et Camille Bauer





HORIZONS

En Ehpad, la vie et la mort au jour le jour

Florence Aubenas, grand reporter au «Monde», a passé les onze premiers jours de la période de confinement aux Quatre-Saisons, un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes de Bagnolet, en Seine-Saint-Denis. Face à la progression de l'épidémie, le personnel de la maison de retraite tente de faire face, entre peur et abnégation

«Vous seriez en droit de m'engueuler»

Mardi 17 mars. Le couple s'est planté sur le trottoir, juste devant la façade. Ils doivent avoir la cinquantaine, et c'est elle qui se met à crier la première, mains en porte-voix: «Maman, montre-toi, on est là!» Aux fenêtres, rien ne bouge. Alors le mari vient en renfort, mimant une sérenade d'une belle voix fausse de baryton: «Je vous aime, je suis sous votre balcon!» Un volet bouge. «Maman» apparaît derrière la vitre; ses lèvres remuent, mais elle parle trop doucement pour qu'ils l'entendent. «Tu as vu? Elle a mis sa robe de chambre bleue», constate madame. Puis ils ne disent plus rien, se tenant juste par les yeux, eux en bas et elle en haut, qui agite délicatement la main, façon reine d'Angleterre. Quand le couple finit par s'en aller, elle fait pivoter son fauteuil roulant pour les apercevoir le plus longtemps possible.

Cela fait près d'une semaine que les visites des proches sont interdites aux Quatre-Saisons, un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) public situé à Bagnolet, en Seine-Saint-Denis. Face à la pandémie, cette maison de retraite – un immeuble de trois étages construit dans les années 2000 – fonctionne désormais à huis clos, comme les 7 000 autres de France. Les animations extérieures

(sophrologie, chorale, coiffeur ou pédicure) étaient déjà suspendues, mais le confinement général vient d'être déclaré de l'autre côté des portes aussi: plus de 60 millions de Français sont bouclés chez eux à travers le pays.

Il est 11 heures aux Quatre-Saisons, la décision vient d'être prise de mettre maintenant les administratifs à distance. Même l'accueil sera fermé. «De toute façon, on n'accueille plus personne.» La gestionnaire remet son manteau, la responsable des ressources humaines aussi. Elles devraient déjà être parties, mais elles grappillent quelques instants encore. Sale impression d'abandonner le navire. Il faut presque les pousser dehors.

Désert, le hall prend des sonorités de cathédrale. Réunion dans la salle à manger pour ceux qui vont se relayer auprès des 65 résidents: les soignants, la cuisine, l'entretien, la direction, soit une petite quarantaine de personnes par rotation. Au stade 3, le plus haut de la pandémie, le masque est obligatoire en Ehpad. La raison est double: le coronavirus s'attaque aux voies respiratoires, et les personnes âgées sont les premières victimes.

«Je ne vais pas vous mentir: je n'ai pas de quoi vous distribuer des masques. Il faudra se débrouiller

sans», commence Laurent Garcia, cadre de santé et bras droit du directeur, Edouard Prono. Il lui en reste 200 en réserve, de quoi tenir trois jours s'il fallait appliquer les consignes. Lui-même n'en porte pas, le directeur non plus. Qui comprendrait que la hiérarchie soit seule à pouvoir s'équiper? «Vous seriez en droit de m'engueuler. A votre place, je serais même tenté d'aller mettre le souk dans mon bureau», continue Laurent Garcia. On rit, tout paraît irréel. «Pas grave, M. Garcia», lâche l'une. Lui, désespéré: «Mais si c'est grave.»

Tous ici se souviennent des gants, des masques ou du gel hydroalcoolique, royalement distribués à l'accueil il y a quinze jours à peine, comme par temps de grippe ou de gastro. C'était le début de la contagion sur le territoire français. Une ou deux soignantes s'étaient aventurées dans le bus avec leur masque. On les avait toisées comme des extraterrestres, elles l'avaient retiré avant la fin du trajet. «On nous expliquait que le risque était faible, on ne se rendait pas compte», explique Laurent Garcia. Lui venait de renouveler sa commande, 500 masques, histoire d'assurer. Début mars, coup de fil du fournisseur: l'Etat a préempté tout le stock, plus rien de disponible, priorité aux hôpitaux et à la région Grand-Est, la plus touchée. Pour les Ehpad, même réponse éva-

sive à tous : « C'est en cours. » Une infirmière des Quatre-Saisons coupe net : « On voit bien ce qu'ils pensent. Là-bas, ce sont des vieux, ils ont déjà vécu. »

Par la grande baie vitrée, les résidents regardent passer des familles à rollers, un monsieur qui porte un gâteau cérémonieusement. Les petits dealeurs du quartier font des slaloms en quad au bout de la rue. Plus loin, un match de foot commence au stade des Rigondes. Les premiers moments du confinement respirent l'insouciance candide d'un long dimanche ensoleillé.

Dans les couloirs de l'Ehpad, Rosa, l'animatrice, tend par réflexe la main à tous ceux qu'elle rencontre. Le directeur sursaute : « Ne me touchez pas, Rosa. Pensez aux consignes, pas de contacts. » Elle : « Vous êtes sérieux, M. Prono ? » Rosa a du mal à se dire que c'est pour de vrai. La veille du confinement encore, elle faisait la queue dans un restaurant algérien bondé vers Ménilmontant et se noyait avec délice dans la cohue du marché de Romainville. « Nous sommes en guerre », a répété le président Emmanuel Macron, la veille, à la télé. Dans la salle de pause, un agent d'entretien approuve : « C'est vrai, au Leclerc de Rosny-sous-Bois, les gens se battent. »

« Le Désert des Tartares »

Mercredi 18 mars. Pas un bruit ne sort du bureau d'Edouard Prono. Depuis le matin, il est en train d'essuyer un bombardement terrible, mais silencieux, venu de sa boîte mail. Un collègue fait savoir que 16 résidents sur 20 sont touchés par le virus dans son établissement. Près de Montpellier, ils sont 47 sur 86, 3 en sont morts. De leur côté, les pompes-funèbres viennent d'envoyer une note détaillée sur les types de cercueil autorisés pendant la pandémie.

Deux possibilités seulement : « L'hermétique, qui permet un enterrement classique, mais il n'y en aura pas forcément assez vu la demande. » Ou alors « le modèle simple, destiné à la crémation ». Conseil aux Ehpad : commandez déjà vos housses mortuaires. « Vous en avez pris ? », se risque à demander Edouard Prono à la docteure Claire Bénichou, médecin-coordonnateur de l'établissement.

Sur un forum professionnel, des vieux de la vieille échangent en boucle des messages, dans lesquels chacun assure n'avoir « jamais vu ça ». Edouard Prono traduit immédiatement : « On n'arrivera pas à accompagner tout le monde. » Lui, c'est un garçon timide et bien élevé, 34 ans, jeune comme beaucoup de directeurs d'Ehpad aujourd'hui. « Il y a une question de génération. Comment on fait quand on vient de sortir de l'école et qu'on se prend ça de plein fouet ? »

La porte de son bureau s'entrouvre : Laurent Garcia, le cadre de santé, annonce que la pharmacie ne livrera pas les 15 litres de gel hydroalcoolique. La commande a été oubliée, et plus rien n'est disponible maintenant. Les gants ? Fini aussi, ou presque. D'heure en heure, les infos changent, ordres et contre-ordres se succèdent. Le ministère de la santé vient d'envoyer la troisième version de son guide méthodologique. Très stricte au départ, la doctrine officielle s'assouplit à mesure que les stocks fondent au niveau national. En Ehpad, les masques ne sont finalement plus obligatoires au stade 3 de la pandémie, sauf infection déclarée. « Bref, pas de masques, mais des housses mortuaires : vous voyez le message ? », s'étrangle Laurent Garcia.

Assis à son bureau, très pâle et très droit, les mains sur le clavier de l'or-

dinateur, Edouard Prono se met à pleurer. « Excusez-moi, ça ne m'arrive jamais. » Les alertes de messages carillonnent l'une derrière l'autre sur son téléphone, mais il ne les entend plus. « On est dans Le Désert des Tartares, à attendre les mains nues que la catastrophe nous tombe dessus. »

Au troisième étage, Mme X., 90 ans, vient de se mettre à tousser, un des symptômes les plus classiques du virus. L'accès à sa chambre est aussitôt limité. « On ne va pas se mentir : il faut se préparer à avoir des cas. Si ça vous stresse, je m'occuperai moi-même de Mme X. », annonce Laurent Garcia à l'équipe. Dans un coin, la télé psalmodie le nombre de décès du jour, en France et à travers le monde. Zineb sent ses jambes se dérober. Elle doit s'asseoir : « Il faut déjà que je meure, moi qui n'ai jamais voyagé, jamais profité de la vie, même pas été à l'école. » Elle a 45 ans, elle est agent d'entretien. Mais déjà, elle se relève, son chariot cahote vers les chambres, dans un tintement de vaisselle. Pardessus son épaule, elle lance à Stéphanie, son binôme : « Tu viens, ma bichette ? » Eternels oubliés d'un secteur médical lui-même en crise, les Ehpad ont toujours manqué de tout – personnel, salaires, budgets. « On est habitués à passer derrière, à prendre sur nous. »

Dans la salle à manger, les résidents attaquent la paella. « Et mon verre de rouge ? Marre de cette baraque, marre de ce putain de virus », tonne Daniel, bretelles noires tendues sur le ventre. Un serpent tatoué ondoie sur son avant-bras gauche, Brigitte Bardot croise haut les jambes sur le mur de sa chambre, sous un drapeau tricolore souligné d'un « Vive la France ». Ça se met à chahuter. « M. Daniel est volontiers grossier, mais il faut reconnaître qu'il met de l'ambiance », commentent poliment deux dames très sages à la table d'à côté. Charlotte attaque le yaourt :

«Un virus ? Ah bon ? Je l'ai pas vu passer.» Ici, elle mange à sa faim, et son mari, «un fêté, du genre qui cognait», a enfin disparu du paysage. Maintenant, elle se sent tranquille. Un ange passe avant que Charlotte relance, faisant rouler son accent des faubourgs : «Trop tranquille, même.» Sa voisine hausse les épaules. «Moi, j'ai été privée de jeunesse avec la guerre. Alors, je vais pas me laisser piquer ma vieillesse par un virus.» Sous l'auvent de l'entrée, Laurent Garcia allume une cigarette. «Je crois que, ce soir, je vais prendre quelque chose pour dormir. Un whisky, peut être.»

«Ni complotiste, ni franc-maçon»

Jeudi 19 mars. «Bonjour, je ne suis ni complotiste ni franc-maçon», annonce un petit bonhomme filmé en gros plan dans son salon. Sur une vidéo, il promet de prouver «par A plus B» que le coronavirus a été volontairement créé par des chercheurs français. Ça dure vingt-deux minutes, et l'infirmier de service aux Quatre-Saisons se repasse une nouvelle fois la démonstration sur son portable. Le monde scientifique l'a unanimement dénoncé comme la «fake news» en vogue du confinement. Mais l'infirmier ne croit plus les discours officiels. «On saura la vérité un jour, dans vingt ou trente ans.» Si ça se trouve, un antidote a déjà été mis au point. Il l'envisage. «Mais on ne nous le donne pas.» Pourquoi ? Sourire entendu, hochement de tête. «Faites fonctionner votre cerveau.» Il regarde sa montre. Bientôt la distribution de médicaments.

Dans les couloirs, des rumeurs et des doutes ont commencé à s'insinuer doucement. Un chauffeur à la retraite feuille le bulletin des anciens d'Algérie. «De toute façon, on ne nous dit pas la vérité. C'est le problème en France.» Son regard plonge dans la rue. En deux jours, elle s'est vidée. Une voiture passe au ralenti, un

homme en costume seul au volant, mais affublé d'un masque et de gants comme pour se protéger de lui-même. Sur les trottoirs, personne, à l'exception des petits dealeurs, plus discrets sous les porches mais en panoplie intégrale de bloc opératoire. L'un s'est rajouté un flacon de gel hydroalcoolique à la ceinture. L'autre manie une béquille, «par solidarité avec les malades du corona», dit-il mystérieusement. Le troisième tient un chiot en laisse, en cas de contrôle de police. Un copain le lui a loué. La bête a été baptisée «Attestation». «En fait, il n'y a que nous à ne pas avoir de matériel», dit Laurent Garcia, le cadre de santé. Il doit passer chercher trois tubes d'aloë vera chez sa cousine pour fabriquer du gel dans la cave des Quatre-Saisons. Francis, le responsable de la maintenance, s'en chargera après la panne d'ascenseur et avant le coup de main en cuisine. Le commis aussi a arrêté de venir.

«Vous avez combien de morts chez vous ?»

Vendredi 20 mars. Dans une aile du bâtiment, Zineb et Stéphanie, agents de service, aménagent une zone fermée en cas de propagation, de grandes chambres où la lumière se déverse à flot. En nettoyant les tiroirs, un papier oublié leur tombe sous la main, au nom d'un résident, décédé l'été dernier. Soupir. «C'était avant, du temps où on mourrait encore d'autre chose.»

Plus la pandémie progresse, plus elle paraît mystérieuse. «On avance dans le brouillard», signalent les échanges entre médecins. La liste des premiers symptômes n'en finit pas de s'allonger: diarrhée, confusion, chutes - inhabituelles ou rhinites sont désormais répertoriées comme des signes possibles avant que se déclenchent les problèmes respiratoires et la fièvre, caractéristiques d'une infec-

tion due au coronavirus. «Mais, dans un Ehpad, presque tous les résidents présentent au moins un de ces symptômes», s'alarme Karim, un infirmier.

A faire le tour des chambres, le Covid-19 semble maintenant à chaque chevet. Des chiffres ont commencé à circuler en sous-main, d'autant plus alarmants qu'ils sont impossibles à vérifier: 170 Ehpad seraient touchés sur les 700 en région parisienne. «Vous avez combien de morts chez vous ?», demande un journaliste au téléphone.

«Ça y est, la vague arrive : la semaine prochaine va être terrible», se dit Edouard Prono. Aux Quatre-Saisons, onze personnes sont préventivement placées à l'isolement, après avis de la docteure Bénichou. Une résidente regarde la feuille rose sur sa porte, qui décrète l'accès très restreint à sa chambre. «Le directeur est venu la coller en personne. Je ne me fais pas d'illusions. Je me suis condamnée moi-même.»

Désormais, un seul soignant dans chaque équipe prendra en charge ces 11 résidents-là, afin de limiter les contacts. Qui s'en chargera parmi les soignants ? Passe un frisson. «Marie-Jeanne, j'ai pensé à vous», ose Laurent Garcia. Marie-Jeanne secoue la tête, lentement, et la mèche blonde de sa perruque balaie son visage en mesure. «Non, je le ferai pas», dit-elle. Il y a quelques mois, des punaises de lit avaient envahi 25 chambres de l'Ehpad, notamment à l'étage dont elle s'occupe. Marie-Jeanne se revoit un dimanche à la messe, quand elle avait ouvert sa bible : des insectes s'étaient échappés d'entre les pages. Elle avait affronté la honte, les reproches de la famille - même ceux restés à Kinshasa -, la peur que l'école ou les voisins l'apprennent. «Non», répète Marie-Jeanne.

La main d'Ephline se lève: «Moi je peux.» Ephline avait la vocation des chiffres, une formation de comptable pour travailler dans un cabinet juridique. Quand elle cherchait du travail, elle précisait toujours au téléphone: «Je suis noire.» Il y a vingt-cinq ans, «les gens refusaient carrément, on avait du mal à trouver des Noirs dans les bureaux. On me conseille souvent de ne pas le dire, mais c'est vrai». Elle a fini par suivre Mylène, sa sœur, aide-soignante aux Quatre-Saisons.

Dans l'autre équipe, c'est d'ailleurs Mylène qui s'est portée volontaire pour s'occuper des 11 «isolés». Les deux sœurs se relaieront donc en tandem, affaire conclue sans une parole, ni entre elles ni avec les autres. «Normal, ça ne pouvait être que nous», explique Mylène. Dans ce petit Ehpad familial, chacun sait tout des autres, les vies sont aussi transparentes que l'aquarium à l'entrée. Les deux sœurs sont les plus âgées du groupe, 47 et 49 ans, et leurs enfants sont déjà grands. Or, une question obsède les salles de pause: les gamins. Les médecins ont beau se montrer rassurants sur la capacité des jeunes à résister au coronavirus, la méfiance domine. «Est-ce qu'on nous dit vraiment tout? Qui s'occupera d'eux au cas où?»

A la réunion, Taoufik, un aide-soignant, alpague une des deux sœurs. La gratitude le transporte: «Je te jure, si j'avais un masque, je te le donnerais.» Laurent Garcia s'est assis. Il y a des histoires qui le cassent en deux, celle des masques en est une. Il ne cherche pas à s'en cacher. Gorge étranglée, il lance: «Pardon, pardon. Et merci d'être là, je vous aime. Vous avez des questions?» Une voix féminine se risque: «Est-ce qu'on va augmenter les salaires, surtout pour celles qui vont faire ça? On est courageuses, tout de même.» Laurent Garcia ne répond pas. La tête

dans la main, il s'est endormi sur sa chaise.

Il est 15h30. Dans la salle à manger, Rosa commence l'animation de l'après-midi. C'est la dernière avant un nouveau confinement dans le confinement. Comme beaucoup d'Ehpad, les Quatre-Saisons ont dû s'y résoudre: les regroupements de résidents aussi vont être suspendus, y compris pour les repas, que chacun prendra désormais dans sa chambre. Pour combien de temps? On ne sait pas. L'infirmier stagiaire lance la musique, un vieux succès de la Compagnie créole, tandis que Rosa, en blouse rouge éclatante, un minuscule chignon piqué sur la nuque, se met à danser en saisissant le micro: «On y va, tout le monde chante avec moi.» Alors, d'un parterre de fauteuils roulants et de déambulateurs s'élève un chœur de voix frêles, certaines ne tenant que par un fil, mais toutes - reprenant comme un cantique: «C'est bon pour le moral, c'est bon pour le moral...»

«Au revoir, madame»

Samedi 21 mars. Dans le hall de l'Ehpad, deux employés des pompes funèbres ont étalé leur tenue: combinaison, trois paires de gants, charlotte, protège-pieds, lunettes. «T'es sûr qu'on n'oublie rien?» Ils commencent à se harnacher, minutieusement, quand l'un s'arrête soudain, doigt pointé vers un personnel de l'Ehpad: «Vous ne portez pas de masque?

– On n'en a pas.»

Sous sa charlotte, l'employé n'en croit pas ses oreilles: «Mais vous êtes un secteur à risque, avec des personnes âgées.

– On n'en a pas», répète l'autre.

L'employé insiste: «Moi, si j'ai pas

au moins un masque, je le fais pas. Et c'est tout le monde pareil chez nous.»

Aux Quatre-Saisons, une résidente est morte dans la nuit.

Son état avait commencé à inquiéter le personnel une semaine plus tôt, mais les urgences avaient refusé de l'accueillir: elle n'entrant pas dans les critères instaurés avec la crise. Le médecin avait promis de passer vers minuit. Sur le coup de 4 heures du matin, toujours personne. Panique à l'Ehpad. La résidente est finalement transférée au petit jour. Un test de dépistage du Covid-19 est demandé par l'équipe des Quatre-Saisons. – Réponse: «Ici, on ne teste pas, on applique la politique de l'autruche.» Qui leur en voudrait? L'hôpital craque, qui ne le sait pas, services à bout, des lits ajoutés partout, y compris dans les couloirs, visites interdites, sauf quinze minutes parfois chez les malades en fin de vie. On espère qu'une clinique privée pourra accueillir certains convalescents pour éviter l'explosion. Finalement, le test est accordé: négatif. Selon le vœu de ses enfants, la résidente est rapatriée à l'Ehpad, où une disposition spéciale les autorise à passer du temps avec elle.

Il est 10 heures quand le cercueil sort des Quatre-Saisons. A la fenêtre du premier étage, deux femmes regardent la scène.

«Vous avez vu la tenue des employés? On dirait des cosmonautes.

– J'ai l'impression de ne rien reconnaître, comme si on était maintenant dans un pays étranger.»

Le cercueil est chargé sur le corbillard.

«Moi, j'ai 87 ans. Je m'en fiche de mourir du corona ou d'autre chose.

Et vous ?

– Je voudrais être enterrée dans le Jura, mais est-ce que j'aurais le droit avec cette histoire-là ? Dans le doute, je préfère attendre un peu.»

Le convoi démarre.

«Regardez, elle s'en va. Ça me fait quelque chose quand même.

– Au revoir, madame.»

«Tu l'as eu où, ton masque ?»

Dimanche 22 mars. Ça y est, Myriam aura été la première à l'avoir. Elle vient d'arriver au boulot le visage barré d'un masque, un FFP2, plus protecteur encore que le modèle classique, généralement utilisé dans les Ehpad. Son mari le lui a acheté au pied de l'immeuble, dans leur cité à Bagnolet, 50 euros la boîte de 20. L'infirmier de permanence esquisse une moue d'expert : «Pas excessif, le prix.» Il valait 1 euro pièce en pharmacie avant le coronavirus. D'un même mouvement, les collègues se penchent vers Myriam pour scruter la merveille de plus près. Ses yeux roulent comme des billes par-dessus le FFP2. Ici, le masque est devenu le symbole de la crise sanitaire : en avoir ou pas. «Aujourd'hui, si tu poses ton portable et ton masque, on te vole ton masque», lance quelqu'un.

Myriam l'admet : «Je suis une meuf qui fait beaucoup d'arrêts maladie.» Quatre gamins pas bien grands, la maison à faire tourner... Mais, en ce moment, elle se découvre une énergie inépuisable pour partir au boulot. Il y a cette envie d'être là, tout le temps, l'adrénaline qui monte en traversant la ville déserte, l'impression que son boulot d'agent d'entretien a pris une autre dimension. Chez elle, les rôles se sont inversés avec le confinement : son mari reste à la

maison et elle file travailler. L'autre jour, il s'est retrouvé à baigner les enfants, pour la première fois de sa vie. En douce, il pousse les petits à la supplier : «Maman, reste avec nous !» Son portable sonne. C'est lui, le premier coup de fil de l'interminable série qu'ils échangent pendant la journée. «Tu ne lâches pas l'affaire ?», demande le mari. Elle se marre. «Arrête de psychoter. Comment les autres vont faire si je ne viens pas ?» Lui : «T'as mis ton masque au moins ?»

Dans les étages, c'est l'heure du café au lait, des tartines beurrée et du jus d'orange. Non, pas de jus d'orange, la livraison n'a pas eu lieu. Manque aussi la charcuterie, dont M. Daniel raffole au petit déjeuner. Il jaillit de sa chambre, en marcel et bretelles. «Qu'est-ce qui nous reste comme plaisir ? Donnez-moi un flingue directement, j'ai hâte de crever pour ne plus vous voir !» Une résidente arpente le couloir en chemise de nuit, répétant toujours, sur la même note : «Maman, j'ai peur, il va me battre.» Derrière son FFP2, Myriam l'attrape par le bras, s'époumonant pour se faire entendre. «Qui va vous battre, ma chérie ? Montrez-le-moi et je le défonce.» Elle tombe nez à nez avec une collègue portant un masque, elle aussi. Moment de saisissement. Toutes les deux s'exclament en même temps : «Tu l'as eu où ?» La collègue fait des manières pour donner le prix. «Je ne peux pas le dire, c'est un cadeau de mon fils. Je le mets pour lui.» M. Prono, le directeur, s'en mêle. «Je vois des masques, mesdames ? Si vous avez un filon, n'hésitez pas à me le dire.»

Rosa, qui n'est pas de service, est venue quand même après le marché de Romainville. Poches pleines de mandarines qu'elle distribue dans les chambres : les prix ont doublé après une semaine de confinement. Seuls trois vendeurs avaient dressé leur

étal. «Ça dure toujours, cette histoire de virus ?», demande un homme, allongé sur son lit.

Depuis le passage des pompes funèbres, la rumeur s'est répandue d'un décès aux Quatre-Saisons. Les familles appellent, l'une derrière l'autre. «Le corona est là ?» Rosa, à pleine voix dans le combiné : «Non, non, on n'a pas de cas chez nous.»

Un fils insiste : «Y a un problème ? Ma mère va bien ? Pourquoi vous criez ?

– C'est l'habitude de parler fort aux résidents, monsieur. Maintenant, je parle comme ça même chez moi.»

Dans le petit jardin de l'établissement – quelques massifs que surplombent les HLM voisins –, des filles fument, d'autres discutent. Myriam attend le moment pour appeler son mari. Elle lui dira : «Prépare-toi, j'arrive.» Et ce sera la même scène que tous les autres soirs. Elle ouvrira la porte et lancera aux enfants : «Mettez les mains devant vos yeux.» Puis, dès l'entrée, elle enlèvera ses habits, très vite, pour ne contaminer personne, et courra toute nue vers la douche. Le portable sonne. C'est lui.

«T'as entendu ?, demande le mari.

– Quoi ?»

Un urgentiste de Compiègne vient de mourir, le premier parmi les soignants. Grace, agent d'entretien, écrase sa cigarette. Voix glacée. «Hier, ça touchait la Chine, aujourd'hui, nos collègues. Le virus vient sur nous.»

«Si elle l'a, je l'ai»

Lundi 23 mars. Accroupie près de l'ascenseur, Sihem répare le déambulateur de Mme Dupont. Une toux secoue la vieille dame, et Sihem sent quelques postillons lui tomber sur le

visage. «Cette fois, c'est fait, elle pense. Si elle l'a, je l'ai.» Sihem se relève. Se ressaisir. Empêcher le film catastrophe de lui envahir la tête. Continuer la tournée du matin en se disant: «On est l'armée, il y a une guerre, il faut être courageuse.»

A l'étage, elle croise Tiana. L'infirmière regarde son thermomètre. «Attention, Mme Dupont est en train de faire un pic de fièvre à 39,1 °C.» Sihem se sent vaciller. Même quand elle dort, sa tête reste ici, à l'Ehpad, depuis le confinement. Elle se demande: «Qui est malade? Qui ne l'est pas? Comment le savoir quand on entre dans une chambre?» Les Ehpad n'ont droit qu'à trois dépistages pour les résidents, et aucun n'a été réalisé aux Quatre-Saisons, après avis de la docteure Claire Benichou et d'un infectiologue.

Dans le hall, Arnaud Dubédat, le médecin de Mme Dupont, arrête Sihem.

«Vous savez qui s'est occupé d'elle aujourd'hui?

– Moi.

– Vous avez quel âge?

– 37 ans.

– Des enfants?

– Une fille de 12 ans.»

A la pensée de la petite merveille, quelque chose se gonfle dans la poitrine de Sihem. Elle la revoit la veille, quand elle lui avait proposé de descendre la poubelle. L'enfant avait voulu se coiffer, s'habiller, tout excitée à la simple idée de mettre le nez dehors. C'était sa première sortie en une semaine. Sihem ne veut prendre aucun risque. Sa propre mère est morte quand elle était petite. Sa hantise serait que sa fille vive la même situation.

Le médecin la regarde. «Je vais vous dire la vérité: Mme Dupont a peut-être des symptômes du Covid-19.»

Il est 14 heures quand deux soignantes sont envoyées pour se faire dépister. Toux, fièvres, fatigue intense. Le test a lieu dans un labo à côté, un fauteuil planté sur un coin de parking derrière des draps tendus. Un infirmier des Quatre-Saisons vient déjà d'y passer. Pas de réponse avant trois jours, le circuit est engorgé. Sihem demande à passer le test aussi, mais, là encore, le matériel manque. Il faut déjà présenter des symptômes pour avoir droit au dépistage. Pourtant indispensable auprès des résidents, le personnel d'entretien en a d'abord été exclu : il a fallu la protestation de plusieurs médecins, dont la docteure Bénichou, pour qu'il finisse par en bénéficier

Au bout de la rue, les petits dealeurs ont disparu. Rupture de stock, la marchandise n'arrive plus.

«Vous voulez qu'on appelle votre fils?»

Mardi 24 mars. Il faut un certain temps pour comprendre à quoi tient le silence qui règne dans les étages. En fait, les télés sont éteintes, toutes ou presque. Il n'y a plus que M. Daniel encore planté devant Premier baisers, sa série préférée, les tribulations amoureuses d'une bande de lycéens. «Pourquoi pas? Voir des petits jeunes, ça fait du bien dans ce mouchoir.» Les autres résidents ont coupé l'image et le son, malgré les mesures d'isolement. «Ça ne parle que de morts, j'en peux plus du virus», dit une infirmière à la retraite.

Dans sa chambre, Mme X. regarde son plateau-repas sans comprendre. C'est la première à avoir été isolée. «Qu'est-ce que je dois faire?», elle demande. Elle prend la fourchette, la repose, perdue, repères qui semblent

s'effacer un à un à force de solitude. Selon Hervé, le cuistot, les résidents mangent moitié moins depuis le confinement. «Si ça continue, il faudra peut-être permettre à certains proches de venir», suggère Lorette, la psychologue.

Elle passe de chambre en chambre.

«Vous voulez qu'on appelle votre fils?

– Je ne sais pas si je vais trouver quelque chose à lui dire, c'est flou. Dites-lui que je ne suis pas maltraitée.»

Une soignante commence les toilettes. Quel jour on est? Elle n'arrive pas à le dire. Même pour l'équipe, le calendrier commence à se mélanger, temps en apesanteur que ne rythment plus l'école ou les activités. Les magasins autorisés ouvrent et ferment à leur guise. «Chaque minute est devenue un combat, dit la soignante. J'ai du mal à voir plus loin.»

A la réunion du matin, Tiana l'infirmière ouvre le bal: «Je ne vous le cache pas, j'ai pleuré avant de venir.» Sara vient d'arriver, déposée en voiture par son fils. «Il ne veut pas que je me mette à côté de lui. Il me fait monter derrière comme une chienne. J'ai honte.» Elle est agente d'entretien, 56 ans. Pour la première fois depuis son mariage, son mari a appelé sa mère: «Votre fille préfère son travail.» Lui est vigile, il devient fou à force de rester à la maison. Tous les soirs, il répète: «Tu vas me ramener le virus et on est dans le même lit.» Lui, le confiné, se réveille la nuit, se coué de toux. C'est nerveux, assure le médecin. Une autre dort sur le canapé. Chez une vacataire, un traversin sépare en deux le matelas conjugal. «Chez moi, on me traite comme une pestiférée.» Sa mère l'appelle tous les soirs pour la supplier de se mettre

en arrêt maladie. Elle n'est pas sûre de pouvoir continuer à venir. «Je vous en demande beaucoup, vous pouvez me détester, explique Laurent Garcia. Personne ne vous en voudra si vous restez chez vous. Mais je vous en supplie, pour les résidents et les collègues, ne me prévenez pas au dernier moment.» Dans le hall, une banderole a été tendue et l'équipe pose derrière : «Merci à nos familles de nous laisser sortir.»

«Tu crois que c'est vrai? On m'applaudit aussi?»

Mercredi 25 mars. Pour rien au monde, Martine ne raterait le rendez-vous de 20 heures, quand les Français se mettent aux balcons pour applaudir ensemble le personnel de santé. Elle en a fait une fête avec ses filles, chacune se remaquille pour apparaître au mieux devant les voisins. Cette fois, un type l'a alpaguée à travers la chaussée, celui qui habite le pavillon en face et conduit une Volvo. «Dites-moi, vous ne seriez pas infirmière ou quelque chose comme ça?» Martine a rougi. «Je suis aide-soignante.» Elle a encore baissé d'un ton pour préciser qu'elle travaille en Ehpad, aux Quatre-saisons, à Bagnolet. Quand le type a applaudi plus fort, en la regardant droit dans les yeux et en criant «Bravo!», Martine a cru qu'il se moquait d'elle. Pas du tout. «C'est vous aussi qu'on remercie tous les soirs», a précisé le voisin. Elle n'y avait jamais pensé. Elle n'aurait pas osé. En général, ceux des Ehpad se trimballent une image de sous-soignants par rapport aux hôpitaux, où se ferait la «vraie» médecine. «Toi, tu torches le cul des vieux», a rigolé un jour une copine. Martine a l'habitude, à force. Elle dit même qu'elle s'en fout. A 20h5, en refermant la fenêtre, elle a demandé à sa grande fille : «Tu crois que c'est vrai? On m'applaudit aussi?»

«Le virus, on l'a tous eu au moins

«Cinq minutes»

Jeudi 26 mars. Le gel hydroalcoolique vient d'être livré, les 15 litres à 130 euros au lieu de 75 d'habitude, de quoi tenir une semaine. En revanche, plus un thermomètre sur le marché. Mais la grande nouvelle est venue de M. Prono, le directeur. «A 14 heures, je vais récupérer une dotation de 350 masques. Désormais, on en aura toutes les semaines.» Il a lâché l'info à sa manière, voix contenue, l'air de ne pas y toucher, comme si c'était tout à fait normal. La docteure Bénichou et Laurent Garcia ont attendu de voir la caisse sur la table pour le croire.

A 16h30 commence la première réunion où toute l'équipe porte un masque. Il y en aura deux par jour pour le personnel d'entretien et trois pour les soignants. Dommage que les embrassades soient interdites.

Et puis, d'un coup, l'ambiance vire au tragique. Les résultats des dépistages viennent d'arriver: deux des collègues sur trois ont été testés positifs, les premiers aux Quatre-Saisons. Les yeux bougent par-dessus les masques, à toute vitesse, chacun se cherche du regard. On discute entre soi, à voix basse.

«Tu vas le dire à ton mari?»

– Je suis pas sûre.

– Tu crois qu'on est obligée?

– En tout cas, on a franchi une étape. Qu'est-ce qui va se passer?»

Rosa, l'animatrice, se lève : «Je n'avais pas peur, mais oui, je vais le dire : maintenant, j'ai peur.» D'ailleurs, elle ne se sent pas très bien. «Vous me voyez? Je pèse 90 kilos, mais j'ai une petite santé, en fait.» A bien y réfléchir, elle cumule même tous les signes du virus. La

voilà qui se palpe le ventre, la tête, la gorge. «Arrêtez, Rosa : ce n'est pas la première fois que vous nous annoncez votre mort», plaisante Laurent Garcia, alias l'ambianceur – c'est son surnom depuis qu'il a abandonné sa blouse d'infirmier pour devenir cadre de santé, il y a douze ans. Lui aussi, comme tout le monde, a eu son petit coup de fatigue, un peu plus tôt dans la journée. D'une voix mourante, il a demandé à l'infirmière : «Vous pouvez me prendre ma température, s'il vous plaît?» 36,4 0C. Retour du sourire. «Le virus, on l'a tous eu au moins cinq minutes.» Une aide-soignante le coupe. «Jurez-nous quelque chose, M. Garcia : chaque fois que quelqu'un sera touché, vous nous le direz?»

«Dommage, ma famille ne pourra pas venir»

Vendredi 27 mars. Dans sa chambre, une résidente a mis ses photos sur ses genoux et, un à un, elle caresse les visages. Les moments lui reviennent, les mariages et les drames, la guerre aussi. Et alors? Ils vivaient les uns avec les autres, tous ensemble. «Ne quittez pas votre chambre, vous êtes à l'isolement», lui a recommandé la soignante chargée de son étage. La résidente a pris un air penaude: «Dommage, ma famille ne pourra pas venir.» La soignante n'a rien dit. Toutes les deux savent très bien qu'elle n'a jamais aucune visite. La résidente se lève de son fauteuil. Elle monte dans l'ascenseur. Personne dans le hall en bas. Quelques pas seulement la séparent de la porte vitrée qui ouvre sur la rue. Si elle sortait? Coups d'œil sur le trottoir. Désert aussi. C'est vrai, elle s'en souvient maintenant, la France entière est confinée. Elle l'a vu aux infos. De l'autre côté de la fenêtre, elle aperçoit une femme qui se hâte de rentrer. Une pensée lui traverse l'esprit. Et si tout le pays était devenu un gigantesque Ehpad, chacun chez

soi, interdiction de sortir, rien à faire sauf manger? Et elle se met à rire,

comme elle n'avait pas ri depuis une éternité.■

par Florence Aubenas





La difficile reprise des chantiers

Alors que le gouvernement pousse au redémarrage de l'activité dans le BTP, les professionnels s'y opposent. En cause : des conditions de sécurité jugées insuffisantes et le manque de matériaux.

Par Erwan Benezet

Relancer l'activité du BTP en plein confinement alors que les mesures pour inciter les Français à rester chez eux ont encore été renforcées ces derniers jours, ce message peut sembler contradictoire. Le gouvernement cherche pourtant à tout prix à rouvrir les chantiers « dès que possible », admet une source de l'exécutif, afin de « préserver autant que possible la continuité économique ».

Problème : les salariés comme les patrons du secteur ne sont pas forcément enthousiastes à l'idée de retourner travailler tant que l'épidémie n'est pas endiguée. Et la publication dans les jours à venir d'un protocole qui permettrait d'établir un cadre sanitaire ne devrait pas y changer grand-chose.

Ce protocole, rédigé par l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP), administré paritairement par des représentants des salariés et des employeurs, a été remis aux ministères du Travail et de la Santé mardi dernier. Mais il fait l'objet depuis, selon nos informations, de nombreux allers-retours entre les deux ministères.

« Il s'agit de trouver le bon équilibre entre un environnement de travail forcément plus contraignant et des conditions de sécurité suffisantes », explique un expert, qui a participé à

sa rédaction. Un sujet sensible donc pour le gouvernement. Mais également pour les acteurs du secteur.

Deux millions de salariés au chômage partiel

« Franchement, ce protocole ne va rien changer, s'empête Francis Dubrac, 64 ans, patron de Dubrac TP, 400 salariés, basé à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Vous pensez vraiment que les patrons vont prendre le risque d'envoyer leurs gars au casse-pipe dans un contexte pareil, en y engageant par ailleurs leur responsabilité pénale ? »

Et le président des chefs d'entreprise de Plaine Commune (400 adhérents), également vice-président de la chambre des métiers de Seine-Saint-Denis, de rappeler s'il le fallait les conditions de travail sur les chantiers : « Comment voulez-vous respecter les gestes barrière de base quand dans les camionnettes, les ouvriers sont épaule contre épaule ? On ne peut pas non plus soulever une dalle de béton de plusieurs dizaines, voire centaines de kilos, en étant à 2 m les uns des autres ! »

90 % des chantiers sont à l'arrêt dans tout le pays depuis le 16 mars, deux millions de salariés du BTP bénéficient du chômage partiel. Selon Francis Dubrac, « l'ensemble des fédérations régionales est vent debout

contre un retour prématuré de l'activité ».

D'autant que, outre le risque sanitaire, protocole ou non, la réouverture des chantiers se heurte à de gros problèmes matériels. D'abord, comme dans tous les autres secteurs, le bâtiment et les travaux publics souffrent d'un manque criant de masques, de gants et de gel hydroalcoolique pour se protéger. « Et vous croyez qu'on utiliserait le peu qui nous reste ? interroge encore Francis Dubrac. Bien sûr que non, priorité aux personnels soignants à qui on a de toute façon déjà donné tout ce qu'on avait. »

Avec l'ensemble des chefs d'entreprise de Plaine Commune, il a réussi à réunir au total 30 000 masques ainsi qu'une centaine de litres de gel hydroalcoolique afin de les redistribuer aux hôpitaux, cliniques et cabinets privés du département.

L'approvisionnement quasi à l'arrêt

Autre difficulté : l'approvisionnement en matériaux, à l'arrêt quasi complet malgré la réouverture partielle des magasins de bricolage. Mais également l'annulation des commandes des maîtres d'ouvrage, la fermeture de la plupart des cabinets d'architectes ou des bureaux de contrôles ou encore la disparition des coordinateurs en matière de sécurité

et de protection de la santé (CSPS), dont la présence sur les chantiers dépassant une certaine taille constitue une obligation légale. Dès lors, la reprise, même partielle, des chantiers en France avant la fin du confinement, voire d'un délai tampon, semble difficile. Contactés à plusieurs reprises, les ministères du Travail et de la Santé n'ont pas répondu à nos sollicitations. ■



90 % des chantiers sont à l'arrêt. Salariés et patrons du BTP ne sont pas enthousiastes à l'idée de retourner travailler pendant le confinement.



lp/OLIVIER BOITET





UNE DEP-SEINE-ET-MARNE

Des réfugiés au secours des récoltes des maraîchers

Ils sont 56 à s'être portés volontaires pour travailler dans les exploitations de Seine-et-Marne, alors que les agriculteurs peinent à trouver des bras en raison du confinement.

Seine-et-Marne

Par Faustine Léo

@faustineleo

Une cinquantaine de réfugiés, tous volontaires, donneront le coup de main décisif pour la récolte en ce début de saison chez les maraîchers de Seine-et-Marne, notamment dans l'immense plaine de Chailly-en-Bière. Ils aideront à la récolte des salades, des asperges, des fraises. Ils participeront aussi aux plantations des légumes primeurs dont la récolte est prévue pour juin et des tomates pour l'été.

C'est le préfet de Seine-et-Marne qui annonce cette solution née d'une concertation entre les services de l'Etat et la profession agricole. Thier-ry Coudert a demandé aux gestionnaires des hébergements d'urgence des demandeurs d'asile du département de faciliter la mise en relation entre les réfugiés et les professionnels agricoles.

« Ce sont ainsi 56 réfugiés, issus des cinq centres d'hébergement provisoires que compte le département et du centre d'accueil et d'examen des situations, qui se sont portés volontaires », détaille la préfecture en précisant que ces personnes ont bien le statut de réfugiés qui leur donne le droit de travailler. Ils peuvent librement accéder au marché du travail comme les Français. Ils bénéficient à

ce titre de la Sécurité sociale car, dès l'obtention d'un emploi, ils cotisent au régime général.

« Ces travailleurs volontaires pourront rejoindre des exploitations agricoles dans tout le département pour contribuer à des travaux de récoltes et de plantations. Ce dispositif pourra être étendu à d'autres secteurs d'activité connaissant le même besoin de main-d'œuvre », ajoute la préfecture. Car l'habituelle main-d'œuvre saisonnière étrangère, notamment des ouvriers agricoles polonais, portugais ou ukrainiens, manque à l'appel pour cause de confinement dans leurs pays également concernés par l'épidémie de Covid-19.

De plus, les maraîchers peinent à recruter de la main-d'œuvre locale. La plateforme « Des bras pour ton assiette » met pourtant en contact agriculteurs et particuliers.

« Cueillir des légumes, c'est un vrai métier », rappelle Romain Douville, un maraîcher qui produit dix millions de salades par an sur 120 hectares dans la plaine de Chailly. « Il faut travailler baisser, supporter la pluie, le gel, le vent et aussi la chaleur. Les saisonniers locaux, je sais par expérience qu'ils tiennent deux jours au grand maximum. Quand on reprend la saison, c'est dur pour ceux qui ont l'habitude, moi y compris. Il faut aussi retrouver ses repères. Donc j'ai besoin de travailler avec ceux que je

connais ». Depuis mardi, il a bon espoir de pouvoir accueillir des Polonois. « Ils vont avoir un laissez-passer. Parce que c'est le même problème en Allemagne, assure le trentenaire. Après, pourquoi pas travailler avec les réfugiés, cela permettra leur intégration. Mais est-ce que j'en aurai vraiment besoin ? ».

Car sans débouchés, le maraîcher ne va pas investir dans de la main-d'œuvre qui n'aura rien à faire. « Je travaille avec les grossistes de Rungis. Et là, il n'y a plus de clients, puisqu'il n'y a plus de restaurants et de marchés, déplore-t-il, alors que les récoltes devraient commencer dans deux semaines. Je sens qu'on ne va vendre que la moitié de la production ».

En France, un marché sur quatre a pu rouvrir sous conditions d'hygiène renforcées. « Je le répète aux services de l'Etat : le nerf de la guerre, ce sont les débouchés. On tourne en rond là, se désespère Benjamin Devos, qui préside le Carreau des producteurs franciliens à Rungis. On sent qu'à Paris, c'est verrouillé. Et il y a un vrai problème en Ile-de-France pour accorder des dérogations ». Celui qui cultive 2 hectares en maraîchage à Chailly-en-Bière, vend 20 % de ses fraises et tomates à la restauration et 80 % à Rungis, où s'approvisionnent en grande majorité les primeurs des marchés franciliens. « Cela fait quatre mois que l'on a commencé à planter. Cela représente 500 000 €

d'investissement. Et maintenant que c'est le moment de récolter, on nous empêche de vendre, soupire le trentenaire. On nous empêche de bien nourrir la population ».

Impossible pour Benjamin Devos, comme pour ses collègues, de se tourner vers la grande distribution. « Ils ont déjà leurs fournisseurs, souligne-t-il. Et ils ont des règles très encadrées ». La livraison non plus ne rentre pas dans son cahier des charges. « Quand on a huit camions qui partent chaque jour, ce n'est pas pour livrer Maurice et Géraldine,

tempête-t-il. Il faut rétablir les marchés ! On peut les installer sur un terrain de foot, dans un gymnase, là où il y a de la place pour circuler sans se croiser ».

Impossible aussi de laisser les cultures à l'abandon. « Nous ne sommes pas comme des constructeurs automobiles. Il ne suffit pas d'appuyer sur un bouton pour que tout redémarre, persifle-t-il. Il faut entretenir le plant de tomates si on veut avoir de la marchandise sur les étals quand le confinement sera fini ». Employer des réfugiés ne pose

donc aucun problème à Benjamin Devos qui les considère comme des salariés comme les autres. Mais encore faut-il, répète-t-il « que j'aie besoin de main-d'œuvre parce qu'il y a des débouchés ». ■



LP/F. Lé.





L'ACTU-VAL-DE-MARNE

PAROLES DE SOIGNANTS

« On fait de la médecine de brousse »

De Saint-Maurice à Créteil en passant par Villeneuve-Saint-Georges et Villejuif, les soignants des hôpitaux parlent de leur travail en ces temps de crise.

Val-de-Marne

Par Corinne Nèves

Les soignants et autres salariés actifs dans les hôpitaux du Val-de-Marne sont à pied d'œuvre, malgré les conditions souvent difficiles dans lesquels ils exercent leur métier. Certains se sont confiés anonymement, parce qu'ils ont « le sentiment de parler au nom du collectif », et parfois, pour éviter les éventuelles représailles.

« Chaque jour, je fais face à la douleur morale, explique Nicole, infirmière à l'hôpital psychiatrique Paul-Guiraud, à Villejuif. Ce week-end, j'ai vraiment pris conscience que si mes patients sont atteints par le Covid-19, ils n'iront pas aux urgences ou en réanimation. Ils resteront dans notre service, où on n'a pas de respirateur. J'en ai pleuré car personne ne s'habitue à la mort surtout lorsqu'elle arrive car nos gouvernements nous ont abandonnés. Je ne parle même pas du personnel que l'on envoie à l'abattoir. »

Nicole et ses collègues portent des masques chirurgicaux « parce que le chef de service a décidé d'en donner à tout le monde par souci d'équité ». Mais pas de FFP2 si précieux pour leur rareté.

Ce week-end, en rade de surblouse, les soignants ont revêtu des pyjamas jetables. « On fait de la médecine de

brousse ! » Même discours de Rachel, au sein de la Maison d'accueil spécialisée, à Villejuif, où le travail se fait « sans masques, sans solution hydroalcoolique, même si des cas de Covid-19 ont été confirmés dans l'équipe ».

Au CHI de Créteil, Hélène « travaille 60 heures en réanimation au lieu de 50 heures par semaine [...] suite à la décision du gouvernement de rendre plus flexible l'organisation de travail ». Sa collègue Éléonore, reste brève : « En résumé c'est le bazar. Comment cela aurait pu être autrement puisque c'était déjà la merde (sic) avant, quand l'Etat a commencé à démanteler le service de santé publique. »

Du côté du CHI de Villeneuve-Saint-Georges, Martine « engage ses collègues à se faire dépister car la directrice s'est engagée à reconnaître le Covid-19 en accident de travail ».

Les apprentis en renfort

Elève infirmier, Dominique, doit, comme pour tous ses camarades, assurer des vacations en remplacement de son stage programmé. « À la lingerie ou comme aide-soignant, dans des services où les règles de sécurité changent en fonction de la disponibilité du matériel et de leur arrivage », dit-il. Des variations de consignes de sécurité qui lui sont « particulièrement anxiogènes ».

À Henri-Mondor, à Créteil, Fred, tout jeune infirmier s'inquiète, lui, « de voir passer son service de 16 lits post-urgences à 39 lits Covid ».

Lydie, psychomotricienne et psychothérapeute dans le secteur de Vitry, se sent impuissante et inquiète. « Oui, pour mes patients que je connais de près ou de loin, que j'écoute aujourd'hui en téléconsultation ; ceux qui ont été sortis des unités pour faire de la place, ceux qui sont refoulés aux urgences. »

La métaphore militaire pointée du doigt

Bertrand, cadre de santé aux Hôpitaux de Saint-Maurice, parle de « gestion sacrificielle des ressources humaines ». Il pointe du doigt la métaphore militaire du héros sur le champ de bataille qui résonne « comme une injonction intérieurisée par les personnels hospitaliers ». Il évoque « la gloire au soldat en blouse blanche », qui tend au sacrifice au mépris des préconisations sanitaires et principes de précaution les plus élémentaires. « C'est au volontariat que les chaînes hiérarchiques font désormais appel. Au don de soi. C'est-à-dire possible, mais toujours trop souvent, au don de sa vie. »

Et de conclure : « C'est une faillite causée par l'absence d'une véritable politique de santé publique de l'Etat qui depuis vingt ans nous parle en termes comptables. Faute de véri-

table politique de la santé publique avec dimension communautaire, collective de celle-ci, on se tourne vers les individus sur la base de la bonne volonté ».

Aux côtés des soignants, les personnels non soignants se trouvent aussi exposés. « Déjà que le personnel soignant est mal fourni en matériel de

protection, nous, ouvriers administratifs, sommes comme d'habitude les grands oubliés du système de santé, remarque Pierre, des Hôpitaux de Saint-Maurice. Et pourtant, on va partout. Quand il nous arrive d'avoir un masque, c'est contre signature. On dirait qu'il s'agit d'un lingot d'or. » ■



Avec ou sans masques de protection, les soignants du Val-de-Marne veulent donner de la voix.





L'ÉVÉNEMENT

L'État tente de se mobiliser contre les violences conjugales, en hausse

Un fonds de un million d'euros a été débloqué pour aider les associations, selon Marlène Schiappa.

CE SONT les enfants qui ont donné l'alerte. Deux fillettes de 10 et 13 ans, qui ont vu, le 23 mars, à Chaniers, en Charente-Maritime, leur père tirer sur leur mère, avant de retourner l'arme contre lui. Trois jours plus tôt, c'était une septuagénaire qui était tuée, à coup de fusil, par son mari dans un village du Lot-et-Garonne. « *Le confinement peut être un piège terrible quand il enferme une famille dans la terreur permanente des insultes, des cris et des coups, alertent, lundi, dans une tribune, 172 sénateurs de tous bords. En cette période où nous déployons une immense énergie pour essayer de dominer nos frustrations, il faut imaginer ce que peut être le quotidien des victimes de violences, a fortiori dans un logement exigu : l'enfer.* »

La secrétaire d'État à l'Égalité femmes-hommes, Marlène Schiappa, a fait état, ce dimanche, d'*« indicateurs »* laissant « *penser qu'il y aurait une recrudescence des violences conjugales* » depuis le début du confinement, avec « *+32 % de signalements en zone gendarmerie en une semaine et +36 % dans la zone de la préfecture de police de Paris* ». Mais en cette période si particulière, « *les dispositifs de l'État ne sont pas mis sur pause, ils sont même renforcés* », a-t-elle assuré dans une interview au *Parisien*. Un « *fonds spécial financé par l'État de un million d'euros* » a été débloqué « *pour aider les associations de terrain à s'adapter* ». La secrétaire d'État s'engage aussi à financer « *jusqu'à 20 000 nuitées d'hôtel pour que les femmes*

puissent fuir l'homme violent ».

Des « *gardes à vue* » et des « *condamnations* » ont eu lieu ces deux dernières semaines pour ce type de faits, a précisé Marlène Schiappa : « *les jurisdictions pour les violences conjugales* » ont été laissées ouvertes. Quant au 39 19, numéro d'écoute national gratuit, il fonctionne toujours, du lundi au samedi de 9 heures à 19 heures. Ainsi que le 115, pour une demande de mise à l'abri. À Paris, 10 logements sociaux seront mis à disposition des victimes. La Seine-Saint-Denis, pour sa part, a décidé de financer des chambres d'hôtel dans lesquelles les conjoints violents seront contraints de rester sur décision de justice.



Une personne victime de violences conjugales est autorisée à se déplacer hors de son domicile afin de déposer plainte dans un commissariat. Une des exceptions à l'obligation de confinement. Photo : SALESSE FLORIAN/PHOTOQ/LA MONTAGNE/MAXPPP

Permanence téléphonique

Et comme téléphoner n'est pas évident en présence d'un mari déchaîné, les agressions peuvent être signalées sur la plateforme arretonlesviolences.gouv.fr : il n'y aura aucune trace sur l'historique de l'ordi-

nateur. Une permanence téléphonique pour les victimes de violences conjugales est ouverte au barreau de Paris : 01 44 32 49 01 pour les victimes de violences conjugales, ainsi qu'un système assoupli de saisine par mail, avec le soutien de la Fondation des femmes : forcejuridique@fondationdesfemmes.org.

Sortir pour demander de l'aide ? Le déplacement hors de son domicile afin de déposer plainte dans un commissariat est l'une des exceptions à l'obligation de confinement. Ces prochains jours, « *le temps de les équiper en outils pédagogiques* », des « *points d'accompagnement éphémères* » seront installés, dans les pharmacies ainsi que dans des centres commerciaux. « *Un bon premier pas, innovant !* », commente M^e Isabelle Steyer, avocate militante, spécialisée dans les violences conjugales. *Mais comment transmet-on cette parole recueillie aux autorités compétentes ? Comment protège-t-on les femmes ensuite ? Qui va les aider à aller chercher leurs affaires chez elles, et les enfants, surtout ?* ». Et de raconter « *un appel reçu ce matin* », d'une femme victime de violences ayant entraîné 8 jours d'ITT. « *La police lui a dit : "Vous n'avez qu'à partir !", rapporte M^e Steyer. Mais vous imaginez bien qu'elle ne va pas partir en laissant à son conjoint violent les trois enfants, dont le dernier n'a que 8 mois... »* ■

par Stéphane Kovacs @KovacsSt





L'ÉVÉNEMENT

Des médecins formés en urgence aux soins infirmiers

« *CE DONT nous manquons le plus sur le terrain, c'est de bras*, raconte Hadrien Scheibert, qui dirige la plate-forme gérant les soignants volontaires à l'AP-HP. *Et tout particulièrement de personnels infirmiers. Car pour ouvrir un nouveau lit en réanimation il nous faut deux infirmiers en plus.* » Dans le civil, Hadrien Scheibert est directeur en charge du budget à l'AP-HP. Mais depuis une semaine, il travaille, masque de chirurgien sur le nez, sur le campus Picpus. D'ordinaire, ce lieu réunit plusieurs écoles et structures de formation aux métiers du sanitaire, du social et du médico-social. Le bâtiment s'est mué en base stratégique pour lutter contre l'épidémie de Covid-19 en Île-de-France.

Le directeur budgétaire a troqué la gestion des chiffres pour celle des ressources humaines. Il supervise une équipe d'une soixantaine de personnes, qui rappellent l'ensemble des 8 000 volontaires recensés par la plateforme internet www.renfort-covid.fr, pour les répartir dans les services qui en ont le plus besoin. Parmi les futures recrues, on trouve des chirurgiens, des dentistes, des kinés, des radiologues, des étudiants en médecine... L'ensemble du corps médical se mobilise. « *L'université a mis en place une plateforme qui propose des missions en fonction de notre niveau d'étude*, raconte Elliott, 22 ans, étudiant externe en 4^e année de médecine à Paris Descartes. *Tous les soirs, il y a plus de volontaires que de besoins.* »

Centre de formation

express

Mais dans les salles de soins intensifs ou sur les plateaux de réanimation, les compétences les plus demandées ne sont pas forcément les leurs. Pour répondre à la demande, les services de l'AP-HP ont mis en place un centre de formation express. Les volontaires, médecins confirmés ou étudiants, suivent une journée de cours pour apprendre à poser des perfusions, réaliser des prises de sang ou préparer des doses de médicaments. « *On apprend ce genre de geste en deuxième année de médecine* », racontent des étudiants de l'université Paris Descartes, en s'entraînant à planter des aiguilles dans les bras de mannequins. Le geste est encore un peu malhabile, mais la perfusion est posée et le sang artificiel monte doucement dans la seringue. « *Ce sont des choses qu'on a oubliées... se justifient-ils. De toute façon, on sait qu'on se perfectionnera sur le tas.* » « *Et encore, ce sont des techniques que vous avez étudiées*, répond un radiologue confirmé qui suit le même module. *Moi, je n'ai aucun souvenir d'avoir appris ces gestes.* »

Dans une autre salle, au fond du couloir, cinq étudiants et un cardiologue apprennent à préparer les mélanges médicamenteux qu'ils devront administrer à leurs futurs patients. « *À la fac, on nous apprend à être médecin*, résume l'un d'eux. *Tout ce qui est préparation, on ne sait pas faire.* » C'est ici tout le paradoxe de la situation. Les gestes dont les patients ont besoin ne sont pas ceux que les futurs médecins apprennent dans les amphithéâtres. Un savoir que d'aucuns

pouvaient regarder avec un certain mépris quand il était question de positionnement sur le *numerus clausus* à la fin de la première année. Mais parmi eux, personne ne s'imaginait assister en spectateur à la déferlante actuelle.

Dès le lendemain, ils iront prêter main-forte à un service sous tension de la région parisienne. Dans sa gestion de crise, l'AP-HP entend utiliser au mieux les compétences de tous. « *Les chirurgiens sont un peu désœuvrés depuis le report de toutes les opérations non urgentes*, explique Martin Hirsch, directeur général de l'AP-HP. *Ils ont l'habitude de situations stressantes, savent prendre des décisions lourdes de conséquence. Ce sont des qualités indispensables pour gérer la régulation des lits en réanimation, par exemple. On a une marge sur l'ensemble de la région de moins de 20 lits. L'arrivée de chaque nouveau malade doit donc être centralisée et aiguillée ici, pour limiter la surchauffe dans les établissements.* »

Au sous-sol, le centre de documentation est transformé en centrale d'appel. Seize équipes assurent le suivi des 25 000 malades enregistrés sur la plateforme téléphonique Covidom. Des étudiants en médecine y rappellent des patients diagnostiqués et renvoyés à domicile. S'ils font état de complications, un chef d'équipe prend le relais et juge s'il faut rappeler le 15. Chaque heure, 300 nouveaux malades s'ajoutent à cette base de données qui ne concerne que l'Île-de-France. ■

par Vincent Bordenave @bordena-





L'ÉVÉNEMENT

Ne pas interrompre les soins pour les malades psychiques

ALORS que nous entrons dans la troisième semaine de confinement, la période est particulièrement difficile pour les personnes suivies en psychiatrie. Les structures de soins s'organisent donc pour protéger leurs patients et assurer un suivi efficace. « *On met en place un plan de continuité d'activité. On a défini les accès prioritaires qui sont les urgences et l'hospitalisation, car cela concerne les personnes dont la situation n'est pas stabilisée. Par ailleurs, les centres médico-psychologiques (CMP) restent ouverts. L'idée étant de recentrer l'activité, en partie à distance, sur des structures pilotes ambulatoires pour garder un point de contact car les personnes suivies ont toujours été en lien avec le CMP donc cela ne modifie pas leurs repères* », détaille la direction de la communication GHU Paris (rapprochement des hôpitaux Maison Blanche, Per-ray-Vaucluse et Sainte-Anne).

Quid des patients qui ne peuvent plus se rendre à leurs activités quotidiennes dans les hôpitaux de jour (HDJ) et les centres d'activités thérapeutiques à temps partiel (CATTP) ? « *Psychiatres et psychologues téléphonent aux patients qui étaient programmés et rappellent les plus fragiles. Ils signalent à l'équipe du CMP ceux qui pourraient nécessiter un soutien téléphonique renforcé. Pour les patients en crises urgentes, nous faisons des accueils infirmiers et des entretiens médicaux pour éviter qu'ils ne rechutent et se retrouvent à l'hôpital avec d'éventuelles personnes infectées par le Covid-19. On veut également éviter, si ces patients sont des porteurs sains, qu'ils ne contaminent les autres* », explique

Marie-Noëlle Vacheron, cheffe de pôle en psychiatrie générale au GHU Paris. En pédopsychiatrie, les priorités cliniques sont reçues en consultation mais le téléphone est privilégié. « *Les familles sont rassurées de savoir qu'on est là et qu'elles ne sont pas totalement isolées même si elles sont confinées* », note Laure Gontard, chef de pôle de pédopsychiatrie au GHU Paris.

« Éviter l'hospitalisation

»

Pour l'instant, « *les patients vont plutôt bien* », estime Marie-Noëlle Vacheron. Mais elle craint que la situation ne se complique avec le temps. Elle demande à ses équipes de porter une attention particulière aux personnes souffrant de troubles anxieux, dont les angoisses pourraient être majorées par le visionnage en boucle des chaînes d'infos. La psychiatre s'inquiète aussi de ceux atteints de troubles addictifs « *qui ne pourront plus avoir accès à leurs addictions habituelles* », de troubles de la personnalité qui ne supporteront pas le confinement, sans oublier « *toutes les mamans fragiles qui ont leurs enfants à gérer à domicile* ».

Marie-Noëlle Vacheron est en revanche plutôt confiante pour les patients souffrant de schizophrénie : « *Les patients psychotiques sont souvent très limités dans les interactions sociales et, pour beaucoup, rester chez eux ne les gêne pas.* » Pour eux, le plus important est d'éviter un arrêt du traitement : on peut craindre que dans les prochaines semaines, ces personnes qui souffrent de troubles

cognitifs commettent des erreurs dans la prise de leurs médicaments. Une problématique anticipée par la psychiatre : « *Nous faisons appel à des infirmiers libéraux pour gérer le traitement des plus fragiles. Pour les autres, nous préparons un pilulier pour le nombre de jours qu'ils sont capables de gérer seuls.* » Mais la plus grande crainte de cette psychiatre, c'est la prise en charge somatique des personnes souffrant de troubles psychiques : « *Nos patients sont extrêmement vulnérables. Nous faisons tout pour éviter une hospitalisation car avec la stigmatisation qui est liée à la maladie mentale, nous craignons qu'ils ne soient pas prioritaires pour d'éventuels soins de réanimation.* » Une unité dédiée de neuro-réanimation vient d'être créée à cet effet au GHU.



Une attention particulière doit être portée aux patients souffrant de troubles anxieux dont les angoisses pourraient être majorées par le visionnage des chaînes d'infos. Photo : IHAR ULASHCHYK/ALLIANCE/STOCK.ADOBE.COM

Du côté des services de pédopsychiatrie, la recrudescence des violences intrafamiliales est à craindre. « *Ce qui nous inquiète, ce sont les dynamiques familiales déjà fragiles qui vont être très éprouvées par le confinement. Avec la suppression des suivis habituels, les parents se retrouvent seuls, en première ligne, face à leur enfant ou leur adolescent au quotidien* », confie

Laure Gontard. Les pédopsychiatres craignent aussi une aggravation de certaines situations cliniques en particulier pour les familles monoparentales, les situations précaires avec

des mamans seules avec un bébé, ou les adolescents avec des idées suicidaires. Quant aux situations relevant de la protection de l'enfance, explique Laure Gontard, « des réflexions

sont en cours autour de dispositifs exceptionnels qui permettraient d'accompagner au mieux les enfants. » ; ■

par Sarah Terrien @sarah_terrien



EUROPE ET INTERNATIONAL



L'Afrique en première ligne face au coronavirus

Tests inaccessibles, systèmes de santé défaillants, mesures de confinement impossibles à appliquer : en dépit des faibles taux de contamination officiels, le continent cumule toutes les difficultés pour lutter contre la maladie.

Il s'agit du parent pauvre de la pandémie mondiale de coronavirus, dans tous les sens du terme : celui où le nombre de contaminations s'avère le plus faible (officiellement, le chiffre oscille autour de 4 000), mais aussi celui où les mécanismes de détection – hospitalisations, tests – comme les capacités d'accueillir et de soigner les malades potentiels demeurent les plus précaires. En dépit de ces handicaps structurels, les réponses gouvernementales se durcissent chaque jour un peu plus, à l'instar du confinement des populations au Nigeria dans les mégapoles de Lagos ou d'Abuja, où s'entassent des dizaines de millions d'habitants vivant dans des conditions d'hygiène et d'accès à la santé publique déplorables.

Au Sénégal, où un couvre-feu a été décrété la semaine dernière et où la capitale Dakar accueille un des très rares dispositifs médicaux (l'antenne de l'Institut Pasteur) en capacité de réaliser des tests de contamination au Covid-19, les autorités paraissent bien démunies pour faire face à l'épidémie. « Le gouvernement a pris des décisions qui vont dans le bon sens, comme la sensibilisation aux mesures d'hygiène de base pour limiter la propagation du virus, la fermeture des établissements scolaires, les limitations de déplacement et l'interdiction d'un certain nombre de rassemblements », constate Félix Atchadé, médecin membre du Parti de l'indépendance et du travail (PIT), de re-

tour d'une mission sanitaire en Casamance. « Ensuite, il y a la question de la préparation des structures sanitaires à l'accueil des patients atteints par le coronavirus », prévient-il. Et là, le Sénégal a un énorme problème, comme tous les pays d'Afrique subsaharienne. La plupart des patients atteints d'insuffisance respiratoire ne pourront tout simplement pas être pris en charge. Dans les deux principaux hôpitaux du secteur de Ziguinchor, qui regroupe une population estimée entre 1 et 1,5 million de personnes, il n'y a qu'un seul respirateur en état de fonctionnement. Ensuite, il y a la question de la formation d'un personnel qui est essentiellement préparé à des interventions de routine. Or là, nous sommes confrontés à une épidémie spécifique, où les processus de réanimation exigent des réponses bien particulières. »

Les autorités ont décidé de maintenir les élections législatives

L'insuffisance des structures sanitaires, l'absence de laboratoires pour effectuer des tests et la pénurie de respirateurs artificiels se constatent sur l'ensemble du continent, où les pays les plus touchés demeurent pour le moment l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Maroc ou le Sénégal. « La population perçoit très clairement le danger. Mais la réalité africaine est cruelle : la pandémie nous guette et le confinement est pratiquement im-

possible. Les gens sont pauvres, vivent au jour le jour et ont l'impérieux besoin de sortir pour s'alimenter. Comment leur demander de choisir entre mourir de faim en se confinant à la maison ou prendre le risque de mourir du coronavirus en sortant pour gagner leur pain. À Kinshasa, une ville de près de 12 millions d'habitants, il n'existe qu'une cinquantaine de respirateurs », assure le docteur Denis Mukwege (1), médecin, prix Nobel de la paix en 2018, qui dirige une structure hospitalière en République démocratique du Congo. La pénurie de respirateurs est encore plus criante au Mali, où une poignée d'appareils s'avèrent disponibles à l'échelle d'un pays déjà ravagé par un conflit civil et aux conséquences de la « guerre contre le terrorisme », à laquelle participe la France. En dépit d'une situation sanitaire catastrophique, les autorités maliennes ont décidé de maintenir les élections législatives de dimanche dernier, marquées par l'enlèvement par un groupe armé de Soumaïla Cissé, chef de file de l'opposition malienne. Le président de la Guinée-Conakry, Alpha Condé, a également refusé d'ajourner son calendrier électoral du 22 mars dernier, prévoyant l'adoption d'une nouvelle Constitution ouvrant la voie à un troisième mandat, et le renouvellement de l'Assemblée nationale, provoquant la consternation de son opposition interne et de la communauté internationale.

« Au Burkina Faso, nous voyons l'épidémie se propager dans les zones rurales comme urbaines. Nous craignons qu'elle ne poursuive sa course plus loin, au nord, dans les régions affectées par le conflit. Dans la ville de Djibo, qui a vu sa population doubler en raison de déplacements internes au cours des derniers mois, il serait impossible aux habitants de vivre à distance les uns des autres alorsmême que l'accès à l'eau et au savon est limité », rappelle Patrick Youssef, directeur régional pour l'Afrique au Comité international de la Croix-Rouge (Cicr). Lequel insiste sur l'effet « dévastateur de la pandémie sur les populations et les systèmes de santé », si « des mesures ne

sont pas prises immédiatement pour contenir le virus ».

Des conséquences sociales et alimentaires liées à la pandémie

Timide, la prise de conscience chemine au moins dans le discours officiel. Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a ainsi fait part hier de sa « très grande préoccupation pour les pays en développement, et notamment pour les pays africains », appelant à une « aide massive et immédiate » à tous les pays en développement, dans le cadre du G20. S'ajoutant à ces difficultés médicales et sa-

nitaires, l'Afrique risque aussi de se retrouver en première ligne, dans les conséquences sociales et alimentaires liées à la pandémie. La plupart des pays du continent équilibrent leurs budgets nationaux grâce aux exportations des matières premières, dont les cours sont en chute libre à cause du ralentissement de l'économie mondiale. Et une autre flambée, celle des denrées alimentaires massivement importées de l'extérieur, pourrait provoquer, comme lors de la crise économique de 2008, de nouvelles émeutes de la faim. ■

(1) Le Monde, 28 mars 2020.

par Marc De Miramon ,





MONDE

Pour Rony Brauman, ancien président de Médecins sans frontières, la crise sanitaire liée au coronavirus va jeter une lumière crue sur les inégalités sociales qui ravagent le continent africain

Pour Rony Brauman, ancien président de Médecins sans frontières, la crise sanitaire liée au coronavirus va jeter une lumière crue sur les inégalités sociales qui ravagent le continent africain.

Rony Brauman Non, bien sûr, les statistiques démographiques sont bien peu fiables, car qui dit statistiques dit suivi, remontées, enregistrement, autant de données qui n'existent que partiellement dans le cas du coronavirus. Pour le moment, nous n'avons que des incertitudes sur l'ampleur exacte de l'épidémie, et nous constatons le même problème en Europe. Cette absence d'indices nous empêche de connaître l'impact des spécificités du continent africain, comme la pyramide des âges, les profils épidémiologiques ou la résistance des personnes confrontées au virus.

Rony Brauman Les pays qui ont fait face aux épidémies du virus Ebola ces dernières années ont certainement la capacité d'agir plus rapidement, grâce à l'expérience qu'ils ont accumulée. Il y a aujourd'hui une cinquantaine de laboratoires susceptibles de dépister le coronavirus, alors qu'ils n'étaient qu'une poignée il y a quelques semaines. Cela étant posé, les hôpitaux et les structures sanitaires sont dans un état lamentable, très largement inférieurs aux niveaux requis, avec une absence criante de lits de réanimation, une si-

tuation qui ne pourra pas, hélas, se résoudre du jour au lendemain. L'indispensable formation du personnel médical aux processus de réanimation va nécessairement exiger du temps et beaucoup de moyens. La jeunesse de la population et le climat spécifique pourraient constituer un atout, c'est un pari rationnel, mais en vérité nous n'en savons rien. Ce virus était encore inconnu il y a quelques mois. Seule l'expérience permettra de se faire une idée précise quant à son évolution, comme son comportement en climat chaud. J'ajoute à cela les autres pathologies qui circulent en Afrique et qui peuvent induire des réactions spécifiques, comme le paludisme, le sida ou la tuberculose.

Rony Brauman Non, bien évidemment. Mais un parallèle s'impose avec la France, où nous avons nous aussi maintenu le premier tour du scrutin municipal quelques jours à peine avant que les pouvoirs publics ne décrètent un confinement généralisé.

Rony Brauman Quand j'ai appris que le président de la République démocratique du Congo (RDC) annonçait

ces mesures de confinement, je me suis immédiatement dit que c'était absolument impossible, si on fait abstraction des quartiers privilégiés de la capitale, Kinshasa, ou ailleurs sur le continent, à Lagos au Nigeria ou Nairobi au Kenya. Les bidonvilles de ces mégapoles ne peuvent être confinés : les températures sont insupportables, on ne peut pas stocker de la nourriture et encore moins la conserver.

Rony Brauman Ces émeutes de la faim étaient avant tout provoquées par un effondrement du pouvoir d'achat et pas par des pénuries de nourriture, les protestations urbaines ont notamment débuté à cause des baisses des subventions sur les produits de première nécessité. Ces problèmes risquent de surgir à nouveau, et ces protestations vont à nouveau jeter la lumière sur le fonctionnement injuste des sociétés africaines, une révolte de ceux qui aspirent à davantage d'égalité et d'accès aux ressources. ■

par Marc De Miramon ,





MONDE

Lisbonne protège les sans-papiers

Éviter la clandestinité et la propagation du virus

C'est également pour des raisons pratiques que cette mesure s'est imposée : les bureaux chargés d'étudier les dossiers sont fermés depuis la mi-mars et, selon une porte-parole du gouvernement, « les gens ne devraient pas être privés de leurs droits simplement parce que leur demande n'a pas encore été traitée ». L'administration du Service des étrangers et des frontières tempère toutefois l'enthousiasme : « Il ne s'agit pas d'une régularisation automatique », écrit-

elle, ajoutant que l'analyse des dossiers devrait reprendre début juillet.

Après avoir fermé ses frontières avec l'Espagne, durement frappée par la pandémie, il y a près de deux semaines, le Portugal compte pour l'heure un nombre limité de cas de contamination (un peu plus de 6 000) et de décès (140). Dans un pays qui compte 580 000 étrangers sur son sol, dont près de 200 000 Brésiliens, cette mesure transitoire pour ceux qui sont en instance de régularisation relève de la justice, mais aussi de la santé publique : il s'agit d'éviter de renvoyer une partie de la population à

une forme de clandestinité qui pourrait faciliter la propagation du virus. Au moment où l'Italie, l'Espagne et le Portugal bataillent pour construire une solidarité financière de grande ampleur au sein de l'Union européenne, c'est l'écrivain italien Roberto Saviano qui congratule les Portugais avec le plus d'allant : « Si l'Europe veut vraiment survivre en tant qu'entité politique à cette crise, elle doit regarder vers Lisbonne, car seule la protection des plus faibles pourra constituer le patrimoine moral indispensable pour repartir. ■

par Thomas Lemahieu,





MONDE

L'Afrique du Sud se mobilise

Le pays est confiné. Un fonds de solidarité a été créé par le gouvernement en complément de l'aide publique.

« C'est extrêmement dangereux pour une population comme la nôtre, avec un grand nombre de personnes ayant un système d'immunité faible en raison du VIH et de la tuberculose, et des niveaux élevés de pauvreté et de malnutrition », a-t-il prévenu. Malgré la fermeture des frontières, décidée le 15 mars, le Covid-19 progresse en Afrique du Sud, qui est confinée pour au moins trois semaines, afin de « prévenir une catastrophe humaine aux proportions énormes », comme l'a expliqué le chef de l'État.

Plus de 17 millions de Sud-Africains vivent de l'aide sociale

Ce qui, comme dans la plupart des pays où le chômage est très élevé, n'est pas sans poser de graves problèmes. 60 % des Sud-Africains n'ont aucune épargne. Travailler d'une manière ou d'une autre est la condition sine qua non pour pouvoir acheter à

manger au jour le jour. 1 200 cas de coronavirus et 2 morts ont déjà été enregistrés, selon un nouveau bilan du Centre pour la prévention et le contrôle des maladies de l'Union africaine. Plus de 17 des 57 millions de Sud-Africains vivent de l'aide sociale, la deuxième plus importante source de revenu des ménages après les salaires, selon les statistiques officielles. Ce qui a conduit le gouvernement à verser cette aide de façon anticipée.

Revers de la médaille, une fois l'argent en poche, des milliers de Sud-Africains, particulièrement dans les townships (où le risque de propagation est très élevé en raison de la densité de population), se sont précipités dans les supermarchés pour effectuer des achats, provoquant d'énormes queues où la distanciation sociale est loin d'être respectée. Ce qui n'est pas sans contraste avec les quartiers huppés de Johannesburg ou du Cap, où les larges avenues sont

désertes. Le déploiement de l'armée et de la police ne se fait pas sans bavures.

La ministre sud-africaine de la Défense, Nosiviwe Mapisa-Nqakula, a d'ailleurs condamné les « abus » commis sur des civils par des soldats chargés de faire respecter le confinement.

Alors que des mesures exceptionnelles ont été mises en place dans les hôpitaux pour accueillir les malades et dans les quartiers pauvres pour fournir de l'eau potable en quantité suffisante, Cyril Ramaphosa a annoncé la création d'un fonds de solidarité auquel tous les secteurs économiques, particulièrement du privé, sont invités à participer, en complément de l'aide publique. « Nous dépenserons cet argent pour sauver des vies et soutenir l'économie », a souligné le président sud-africain. ■

par Pierre Barbancey,





L'aide aux pays pauvres, mais encore ?

Les États pauvres subissent d'ores et déjà de plein fouet la récession mondiale qui s'amorce dans le contexte de la pandémie. Les aides promises se heurteront au mur de la dette.

Le virus meurtrier y est d'emblée en terrain conquis... Économie de survie, pauvreté endémique, conditions sanitaires rudimentaires, dans de nombreux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, il pourrait provoquer un choc aux répliques dévastatrices, dans un contexte de récession mondiale (lire ci-contre). Les institutions internationales tirent la sonnette d'alarme et interpellent les pays riches. La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) revient sur le « respect des engagements » des dirigeants du G20 en faveur des six milliards de personnes qui vivent en dehors de leurs économies. Les économistes de l'ONU dressent les comptes : pour éviter l'effondrement des pays pauvres, il faut y injecter quelque 1 000 milliards de dollars de liquidités, annuler leurs dettes à hauteur de 1 000 milliards pour cette seule année, et consacrer 500 autres milliards de dollars aux services de santé d'urgence et programmes d'aide sociale.

« Il est compréhensible que les dirigeant·e·s du monde s'emploient à aider leurs propres citoyen·ne·s, mais le G20 doit également se pencher sur la situation des pays pauvres et leur venir en aide », relève de son côté Robin Guittard, porte-parole d'Oxfam France. L'ONG, qui réclame un « plan

Marshall planétaire d'urgence » de 160 milliards de dollars pour lutter contre la pandémie, insiste sur le sort des pays pauvres. Elle y projette la mobilisation de « 10 millions de nouveaux travailleurs » de la santé, ainsi que la gratuité des soins et des tests.

La dette atteint des sommets dans les pays pauvres, sa croissance est vertigineuse

En attendant ces plans d'urgence, les pays pauvres et émergents subissent d'ores et déjà de plein fouet la récession mondiale en croissance. Les capitaux étrangers prennent le large. L'Institut de la finance internationale (IIF) estime ces retraits à près de 60 milliards de dollars (56 milliards d'euros), depuis janvier. Les ressources liées à l'exportation s'assèchent. Le prix du baril de pétrole, pour ceux qui en ont, continue à baisser, les touristes ont plié bagage, leur retour en masse n'est pas envisageable avant plusieurs mois, et les maigres débouchés conquis en Europe, aux États-Unis ou en Chine ne sont plus d'aucun secours par les temps qui courent. Reste aussi la plaie de la dette. Celle-ci atteint des sommets dans les pays pauvres, sa croissance est vertigineuse, selon les estimations de la Banque mondiale

(168 % du PIB fin 2018, contre 114 % en 2010).

Du coup, l'eau se resserre entre la baisse des revenus et un service de la dette constamment à la hausse. « La communauté internationale doit penser à une manière d'effacer les dettes pour des pays qui sont très fragiles comme nous, ce qui nous aidera au moins à gérer la crise du coronavirus », souhaite le premier ministre pakistanais, Imran Khan. Effacer les dettes. Cette option est déterminante à l'heure d'une redoutable pandémie. Comment imaginer en effet que ces pays puissent s'en sortir, après une telle épreuve, en demeurant dans la spirale de l'endettement et l'échange inégal, dans la dépendance des créanciers et la soumission aux tristement célèbres programmes d'ajustement structurel du FMI ? Il y a urgence d'une rupture. Plutôt qu'une aide intéressée et aliénante, s'impose plus que jamais la voie de la coopération, des échanges équitables, du transfert des savoirs et de la technologie. Briser ainsi le développement du sous-développement participe de la riposte à toutes les menaces à l'échelle de l'humanité. Une des leçons à tirer de la promenade mortifère du Covid-19. ■

par Nadjib Touaibia,





Chômage et inquiétude explosent au nord de l'Europe

Les mesures de restriction à la circulation prises depuis l'apparition du virus commencent à provoquer des dégâts sociaux. Le nombre de chômeurs monte en flèche au Danemark et en Finlande.

Les nuages les plus sombres s'accumulent en Europe du Nord. Les cris d'alarme se multiplient dans cette région généralement prospère pour mettre en garde contre les conséquences économiques et sociales de la crise actuelle, et aussi les restrictions imposées pour en sortir.

De Copenhague à Helsinki, d'Oslo à Stockholm, les annonces de licenciements se succèdent. Lundi, la ministre finlandaise des Finances, Katri Kulmuni, a indiqué que, dans les seules entreprises de plus de 20 salariés, 280.000 personnes avaient perdu leur emploi à cause du virus dans ce pays de près de 6 millions d'habitants. Avec une population équivalente, le Danemark a vu plus de 51.000 personnes s'inscrire au chômage depuis le 9 mars, soit près de trois fois plus que d'habitude à cette période.

En Norvège, frappée également par la chute du cours du baril de brut, un rapport commandé par l'agence de crédit à l'exportation a estimé à 55.000 le nombre d'emplois menacés cette année dans les secteurs exportateurs (hydrocarbures, pêche, etc.). Quant au fonds souverain norvégien,

constitué d'actions et d'obligations étrangères, son rendement négatif enregistré depuis le début de l'année correspond à plus d'un budget annuel du royaume.

En Suède, le taux de chômage devrait rapidement passer de 7 % à 9 %, niveau auquel il se maintiendra l'an prochain, a estimé mardi la ministre des Finances, Magdalena Andersson. Selon elle, la croissance du pays chuterait « à peu près autant que lors de la crise financière » de 2008, mais « le rebond sera plus rapide », avec un taux de 3,5 % anticipé pour 2021.

Mesures d'urgence

Face à cette crise sanitaire inédite, les gouvernements nordiques ont déjà ouvert en grand les caisses publiques et multiplié les mesures d'urgence pour soutenir autant que possible les entreprises et réduire le coût social de la récession en cours.

Certains, tel le think tank danois AE (proche des syndicats), estiment que les finances publiques locales sont assez « saines » pour supporter ce poids considérable. L'ex-ministre suédois des Finances, le conservateur

Anders Borg, s'est également voulu rassurant : « Nous n'avons pas affaire à une crise structurelle comme en 2008. »

Mais d'autres voix s'élèvent pour mettre en garde contre un autre aspect de la crise : l'impact économique et social des restrictions imposées pour tenter de juguler la progression du Covid-19. En Suède, la personnalité la plus en vue à s'en être fait l'écho est Jacob Wallenberg, un des membres d'une des dynasties les plus influentes du royaume.

« Nous devons peser les risques d'un remède affectant considérablement le patient » et penser davantage à ce qui arrivera une fois passée « la phase aiguë de la crise », a déclaré le président du conseil d'administration d'Investor, le holding familial, dans le « Financial Times » du 26 mars. Selon lui, l'impact des mesures de confinement sur les entreprises, des restaurants de quartier aux multinationales, pourrait être dramatique, provoquant chômage de masse et violence sociale. ■

par A. J.





L'ÉVÉNEMENT

L'Espagne met en place un « superconfinement »

Le gouvernement Sanchez n'autorise plus désormais que les salariés des activités jugées essentielles à se rendre au travail.

L'ESPAGNE imposait déjà depuis le 15 mars l'un des confinements les plus sévères de la planète. De l'autre côté des Pyrénées, il est impossible par exemple de justifier une sortie du domicile par une course à pied ou une promenade avec les enfants. Mais cette semaine, le gouvernement a donné un sérieux coup de vis supplémentaire. Depuis lundi et jusqu'au dimanche de Pâques, le 12 avril, seuls les salariés des activités jugées essentielles sont autorisés à se rendre à leur poste de travail.

Outre le personnel soignant et les forces de l'ordre, l'ensemble de la chaîne agroalimentaire - de l'agriculteur à la caissière du supermarché -, l'industrie pharmaceutique, la fabrication de produits sanitaires et celle de l'habillement peuvent encore faire tourner les machines. S'ajoutent les administrations les plus sollicitées, comme l'équivalent de Pôle emploi, ou celles qui luttent contre les violences faites aux femmes, une priorité nationale depuis plus de quinze ans.

Pour tous les autres, il faut désormais rester chez soi. Certains sont au chômage partiel depuis quinze jours et touchent 70 % de leur revenu, entièrement pris en charge par l'État : au moins 300 000 entreprises, représentant 1,6 million de personnes, ont mis en œuvre ces « plans sociaux temporaires ». Ceux qui sont passés au télétravail peuvent continuer d'exercer depuis leur domicile.



Quelques rares passants, mardi, dans les rues de Barcelone. Photo : NACHO DOCE/REUTERS

Quant aux salariés qui n'étaient concernés par aucun de ces dispositifs, ils sont placés par décret en « congé rémunéré récupérable ». Ces salariés cessent de travailler mais continuent d'être payés. Toutefois, ils devront restituer les heures chômées à leur employeur. Lors du retour au travail, patrons et syndicats négocieront dans chaque entreprise des heures supplémentaires non rémunérées. Deux jours de la semaine sainte étant fériés en Espagne, il s'agira de rendre huit jours ouvrés d'ici au 31 décembre 2020.

« Tout change d'un jour sur l'autre »

L'opposition de droite, qui réclamait pourtant des mesures drastiques face à la pandémie, et la plupart des organisations patronales reprochent au gouvernement de Pedro Sanchez d'improviser la riposte nationale. Sur le terrain, les *gestorias*, les cabinets de conseil qui exercent certaines des tâches qui reviennent en France aux comptables, répondent aux doutes de PME ou d'indépendants désorientés. « *Sanchez sort à la télévision pour expliquer une mesure et le téléphone*

sonne immédiatement, illustre Marta Sen, du cabinet Sen Asesores établi à Ségovie. Le problème est que tout change d'un jour sur l'autre. Dimanche, le décret a été publié à minuit. On avait tiré quelques conclusions pour répondre à nos clients lundi matin. Mais lundi soir, le gouvernement publiait une note explicative qui n'avait plus rien à voir avec ce qui semblait établi jusque-là. »

L'un des secteurs les plus touchés par les dernières mesures est le BTP. La semaine dernière, on voyait ou entendait encore les ouvriers travailler sur les échafaudages. Ce lundi, ce sont 1,7 million de travailleurs qui ont rangé la truelle. « *90 % des chantiers continuaient de fonctionner, même au ralenti*, reconnaissait ce mardi Julian Nunez, le président de l'organisation patronale Seopan, sur la télévision publique TVE. *Nous sommes le deuxième secteur qui utilise le plus de main-d'œuvre derrière l'agriculture.* »

La porte-parole du centre national des urgences sanitaires, Maria Jose Sierra, observait ce mardi qu'en ce qui concerne les contagions, « *une tendance générale se maintient depuis le 25 mars dernier* » : le rythme de progression est passé de 20 à 12 %. Depuis trois jours, le nombre de nouveaux décès quotidiens semble s'être stabilisé autour d'un peu plus de 800. L'Espagne cherche à asséner le coup définitif pour faire baisser la courbe.

■

